

Solidaire

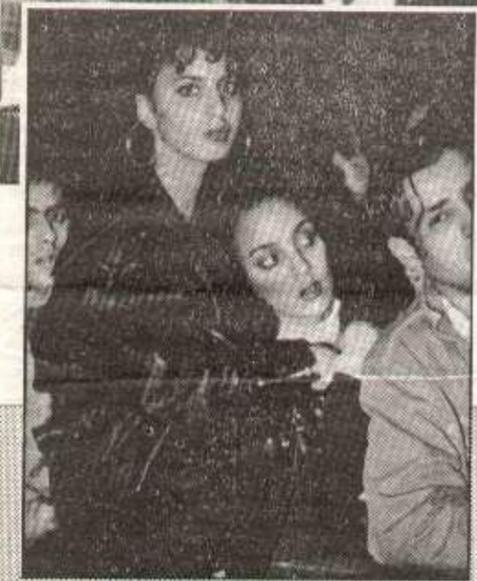
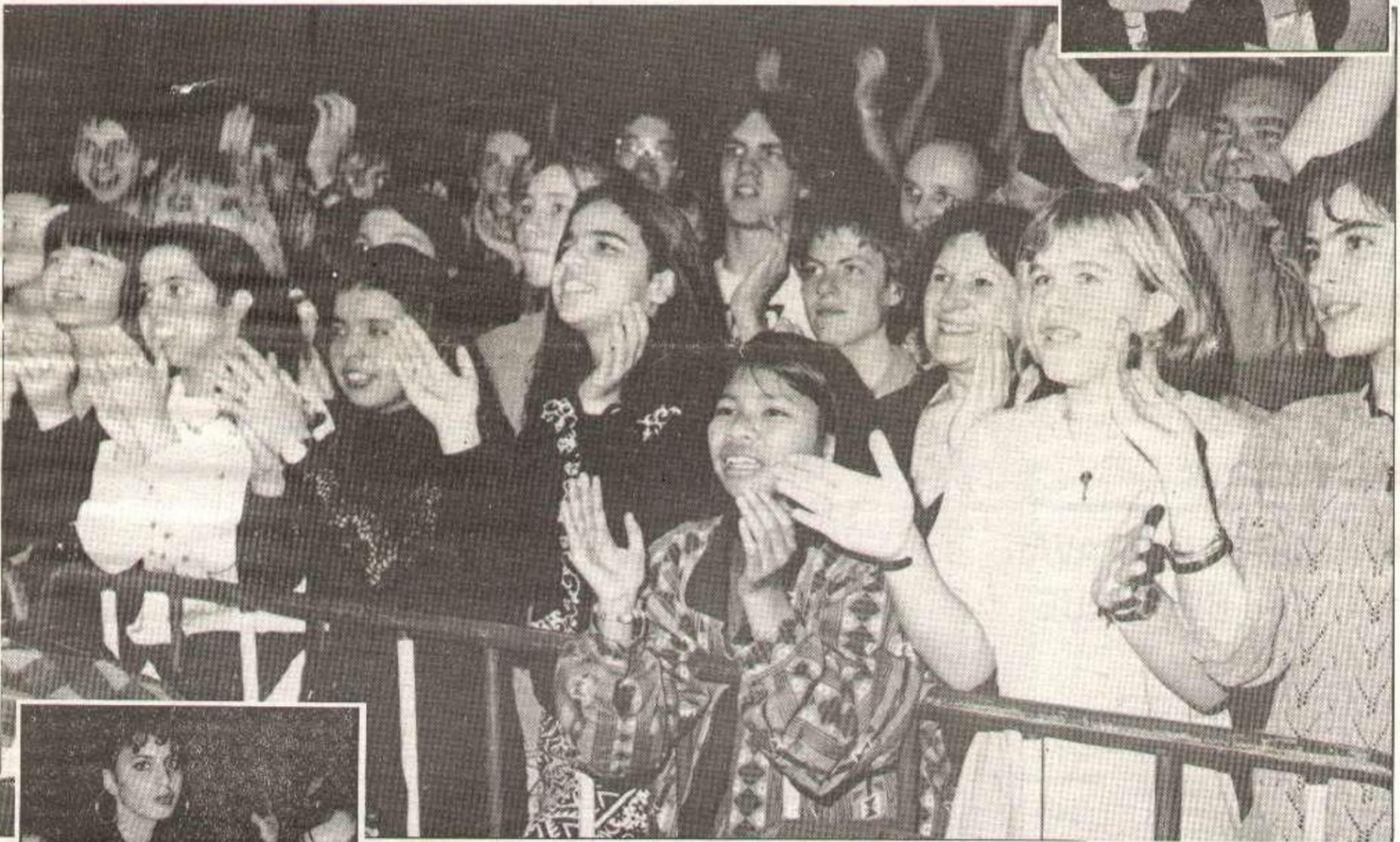
★ Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique - PTB

Rédaction : Bd. M. Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ 02/513.66.26
N°47 (816) 2 décembre 1992, 21 année, 30 fr. ● Dépôt Bruxelles X

**OBJECTIF
479.917**

En avant vers
le million de signatures

Déjà 600.000 !



le 24 novembre, Objectif 479.917 a organisé une gigantesque Fête de la Victoire à Anvers. Ce jour-là, on avait officiellement enregistré (et fait contrôler par un huissier) 582.172 signatures pour l'obtention de droits politiques et sociaux complets et égaux pour les immigrés. La campagne de pétitions va être poursuivie. L'objectif est maintenant d'avoir 1 million de signatures avant le 24 novembre 1994. Dans ce journal: six pages de comptes rendus sur cette fête antifasciste inoubliable. Pages 3 et 8 à 12.

**La jeunesse
donne une leçon
aux racistes**

Pages 14-15



Envoyez vos lettres à Solidaire, Bd. M. Lemonnier 171 bis, 1000 Bruxelles. La rédaction se réserve le droit d'abréger les lettres.

LA DUPÉRIE D'AGALEV

Le 18 novembre, Agalev a tenu une conférence de presse sous le titre «La longue marche vers une société plus tolérante». A cette occasion, les verts ont également présenté leur brochure soigneusement éditée et illustrée «Zeventig mispunten, een groen antwoord op racisme en onverdraagzaamheid» (Septante duperies, une réponse verte au racisme et à l'intolérance). Les auteurs réfutent d'une manière convainquante les fameux 70 points du Vlaams Blok pour «résoudre le problème des réfugiés». Aussi, est-ce avec consternation que j'ai lu à la page 7, sous la rubrique «D'un point de vue objectif», une attaque en règle contre Objectif 479.917. Agalev s'insurge notamment contre l'acquisition du droit de vote via la nationalité et considère que cette acquisition doit être basée sur le principe de la résidence. Une première interprétation erronée du programme d'Objectif, car le projet de loi-Harnie prône précisément le droit de vote sur base d'une résidence légale de cinq ans. La grande différence entre le projet de loi d'Agalev et celui d'Objectif est que ce dernier veut accorder d'un coup tous les droits politiques et sociaux, c'est-à-dire le droit de vote actif et passif à tous les niveaux, ainsi que l'accès aux carrières normales dans l'administration. Le fait que la voie choisie à cet effet soit celle de la naturalisation automatique ne signifie nullement qu'on veuille accorder un label de qualité à la nationalité belge, mais vise uniquement l'acquisition d'un statut juridique purement formel. Ce but ne peut être réalisé que par le biais de la naturalisation, pour la simple raison que notre

constitution ne prévoit l'égalité des droits qu'aux Belges, contrairement à la constitution des Pays-Bas par exemple qui accorde ces droits à tous ceux qui résident dans le pays. En se contentant du droit de vote local et en reléguant l'égalité des droits sur les autres niveaux à un avenir lointain, Agalev opte pour la politique de la facilité, politique qui créera pour de nombreuses années une discrimination intolérable entre les contribuables autochtones et immigrés. Mais ce qui ferme toutes les portes pour moi, c'est la phrase suivante: «Ce qui nous dérange surtout, c'est qu'objectif change de stratégie, et le fait d'une manière déconcertante, en opérant un virement à 360°. L'option d'Objectif n'est finalement rien d'autre que l'option libérale, à savoir d'accorder uniquement les droits aux Belges!» Cette affirmation témoigne d'une mauvaise foi déconcertante. C'est une falsification de bas étage, qui ne sert qu'à camoufler le manque de courage et l'opportunisme électoral d'Agalev. Un duperie donc. Et d'envergure, car l'on sait que la pétition d'Objectif 479.917, qui exige l'octroi automatique de la nationalité belge à tous ceux qui résident légalement en Belgique depuis cinq ans, ou en termes d'Agalev, «qui ne veut accorder les droits qu'aux seuls Belges!», a été signée par une majorité des parlementaires Agalev, dont Magda Aelvoet, Dolf Cauweleer, Ludo Dierickx, Vera Dua, Paul Staes, Jef Ulburghs, Hugo Van Dienderen et Mieke Vogels (introducitrice du projet de loi Agalev pour le droit de vote communal). S'il vous plaît, Agalev, trêve d'hypocrisie, rétablissez votre crédibilité, car ce genre de duperie ambiguë et triviale dérange.

ERIC GRIP,
ANCIEN SÉNATEUR,
WONDELGEM-GAND

POURQUOI DEUX FÊTES?

Lettre ouverte au Front Antifasciste d'Anvers
Camarades,
Que le Front Antifasciste (AFF), en collaboration avec d'autres organisations, organise une manifestation le 24 novembre m'a semblé être la chose la plus normale. D'autant plus que cette manifestation venait idéalement compléter la soirée d'Objectif 479.917, précédemment annoncée, qui se tenait à la Handelsbeurs à Anvers. Aussi bien la manifestation que la fête donnaient la perspective d'une ambiance antiraciste unanime. Du reste, les deux initiatives rassemblaient, chacune à leur manière, les antiracistes et les antifascistes, par-delà les frontières des partis et des programmes politiques. L'unanimité de la mouvance démocratique anversoise apparaissait ainsi d'une double manière dans les médias.

Grande fut donc mon indignation d'apprendre que le AFF et d'autres organisaient, le 24 novembre, une autre fête à Anvers, dans la salle Harmonie. Pour toute personne sensée, il est clair qu'une des deux fêtes était superflue et constituait une concurrence malsaine pour l'autre. Quels méandres politiques sont à la base de cette décision? Etant donné que les collaborateurs d'Objectif m'assurent qu'ils ont tout fait pour éviter une telle situation, je dois bien chercher dans «l'autre camp» les responsables d'une telle bêtise. Je mets l'expression entre guillemets car je ne trouve vraiment pas agréable, un jour comme le 24 novembre, de proposer deux initiatives concurrentes.

Je ne m'étendrai pas sur le rôle des autres organisations qui ont organisé la fête à la salle Harmonie. Ma critique s'adresse tout spécialement aux responsables du AFF. C'est selon moi la première fois que le AFF,

front uni antifasciste, fait le contraire de ce qu'il a toujours avancé et de ce qu'il a toujours fait de manière conséquente: rechercher la plus grande unité possible a été remplacé ici par semer la division et la confusion. Je ne peux pas m'imaginer que le but ait été d'alimenter la vieille critique selon laquelle «la gauche est désespérément divisée». Et pourtant, c'est le résultat. Plutôt que de maintenir une telle atmosphère négative, le AFF devrait soutenir une action comme Objectif et, à tout le moins, la considérer comme un complément valable à ce qu'il essaie lui-même de faire. Mais de toute évidence, certains courants de gauche (?) ne peuvent toujours pas avaler que des membres du PTB aient fait partie de ceux qui ont lancé la pétition d'Objectif.

YVAN BRYE,
ANVERS

ECOTAXES

Notre article sur les écotaxes omet pas mal d'arguments pour démontrer que les Verts nous servent des futilités et des manipulations. Si on pourrait nous certifier que l'eau de robinet est de bonne qualité et non polluée par des substances toxiques, on n'aurait pas besoin d'eau en bouteille et on éviterait déjà pas mal de déchets d'emballage. Ensuite il y a les voitures usées, dont la destruction représente une charge importante pour l'environnement. Qu'est-ce qu'on y fait avec des écotaxes. Rien.

M.T.,
WEZEMBEER-OPPIEM

LE CHAT DU PRÉSIDENT

Selon les critiques de gauche, les Américains sont préoccupés de la qualité démocratique de

leur système politique. En effet, étant donné que les partis républicain et démocrate présentent un programme identique, on peut considérer qu'il s'agit là d'un système à parti unique déguisé et qu'il n'y a donc plus de libre choix. Ces critiques se trompent. Il y a bel et bien une différence entre les républicains et les démocrates. On a pu s'en rendre compte récemment sur nos petits écrans, en faisant amplement connaissance avec le chat du président Clinton. Les présidents républicains aiment les chiens et les présidents démocrates préfèrent les chats. Ce qui signifie donc que le citoyen américain a effectivement le

choix: entre un chat ou un chien, car pour le reste, il n'y a pas de différence. C'est peut-être une bonne nouvelle pour les amateurs d'animaux, mais pour les noirs des ghettos, pour les millions d'ouvriers qui sont au chômage ou qui gagnent un salaire de misère, pour les millions de malades qui ne peuvent pas se payer le médecin ou l'hôpital, pour les patients psychiatriques qui sont sans abri et qui errent, pour les malades du sida qui sont repoussés comme les lépreux du Moyen-Age, le choix entre chien et chat a peu de sens.

NOM ET ADRESSE CONNUS,
LIMBOURG

Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

Du vendredi 4 au vendredi 11 décembre
Exposition
de dessins et de tableaux de
Jamal KHAMIS

Jamal KHAMIS est poète et artiste-peintre. Son oeuvre traduit, en texte et en image, le sort et la lutte du peuple palestinien. A voir absolument, à l'occasion du cinquième anniversaire du début de l'Intifadah
L'exposition est ouverte tous les jours de 11h30 à 20 h. Fermé le lundi 7 décembre.

Vendredi 4 décembre

Poésie: Amal KHAMIS
Musique: Abou ELIAS

Abou ELIAS joue du luth arabe et interprète ses propres chants ainsi que ceux de Marcel KHALIFE.
à 20 h — Entrée: 150 F (ACI: 120 F)

L'ingérence européenne dans la crise yougoslave

Conférence-débat de Kyriazis Kratis, le jeudi 10 décembre à 20h. Au Centre International, Boulevard Lemonnier 171, 1.000 Bruxelles.

Kyriazis Kratis est président du groupe «Coalition de Gauche» au Parlement européen et responsable de la section «Europe» du Parti Communiste Grec. Il suit de très près la situation dans les Balkans et en Yougoslavie. Pour lui, les causes de la guerre sont le nationalisme et le chauvinisme ainsi que l'encouragement au séparatisme prôné par l'Europe. Il met en garde contre une éventuelle extension de la guerre et brosse quelques scénarios possibles.

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le Parti du Travail de Belgique est:
un parti d'action des ouvriers
et des autres travailleurs pour le socialisme.
Un parti qui se met entièrement au service de la lutte menée par les travailleurs contre le capitalisme.
Un parti qui cherche une voie autonome vers la révolution socialiste en Belgique.

Le congrès de fondation du PTB s'est tenu en 1979. Mais, nous travaillons déjà depuis 1970 sous le nom de TPO-AMADA. Dans cette organisation, se sont réunis des intellectuels qui avaient participé aux luttes de 1968, des communistes qui avaient quitté le Parti «Communiste» de Belgique, des membres de différentes organisations révolutionnaires, des militants de la FGTB et de la CSC.

Nous constituons un parti national qui réunit des travailleurs de Wallonie, de Bruxelles, de Flandre et des travailleurs immigrés.

Contre qui le PTB se bat-il?

Le PTB lutte contre le grand capital: contre les banques, les holdings, les grandes entreprises, les multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et c'est pourquoi l'ensemble de la production et de la société est régi selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation et de la misère, de la réduction de la démocratie et de la répression, de la régression sociale pour les classes travailleuses. Le PTB dirige sa lutte contre l'appareil d'Etat actuel qui est l'instrument par lequel le grand capital maintient son pouvoir. L'Etat actuel n'est pas neutre, il est conçu pour et par les patrons. Chaque année, il transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des contribuables. La gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB?

Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective de tous les travailleurs. L'économie doit être organisée selon une planification nationale et les besoins de la population. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat actuel, la constitution d'un Etat socialiste basé sur l'autogestion des travailleurs; un Etat dans lequel les fonctionnaires supérieurs seront élus et contrôlés par le peuple et dont les activités seront entièrement publiques. Le PTB veut une armée socialiste et une milice socialiste formées d'ouvriers et d'autres travailleurs, liées au peuple et contrôlées par le peuple.

En Belgique, le chemin vers le socialisme devra encore traverser un long processus. Le PTB se prononce pour l'unité d'action sur des points concrets avec tous les partis et toutes les organisations d'ouvriers et de travailleurs.

Le tiers monde

Les puissances impérialistes ont amassé une grande partie de leurs richesses en exploitant et en pillant le tiers monde. Après un recul marqué entre 1975 et 1981, suite à leurs défaites au Vietnam, Kampuchéa et Laos, en Iran, en Ethiopie, au Nicaragua, les Etats-Unis, sous Reagan, ont tout mis en œuvre pour

reconquérir le terrain perdu. Dans le cadre de l'OTAN notamment, ils entraînent les pays européens dans leur politique d'affrontement ouvert avec le tiers monde (Libye, Zaïre, Iran, Nicaragua). Le PTB soutient le mouvement révolutionnaire du tiers monde qui se bat pour l'indépendance et la démocratie populaire. Les coups qu'ils portent à l'impérialisme, affaiblissent nos capitalistes et nous aident à préparer le renversement du système d'exploitation chez nous. Les ouvriers du monde entier ne forment qu'une seule classe et doivent être solidaires entre eux.

Impérialisme signifie guerre

La concurrence entre les trois blocs impérialistes, les Etats-Unis, le Japon et la CEE augmente. L'Europe est de plus en plus sous contrôle de l'Allemagne unifiée qui rêve d'un quatrième Reich: elle est déjà la force dominante de la CEE, elle étend son contrôle sur l'Europe de l'Est et elle gagne du terrain en Union Soviétique.

Les trois blocs impérialistes s'unissent dans une politique commune de pillage et d'oppression des peuples du tiers monde. Le danger de guerres impérialistes d'intervention dans le tiers monde s'accroît, comme s'accroît le danger d'interventions européennes, surtout allemandes, en Europe de l'Est. Non au renforcement de l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme

Le PTB mène son combat en s'inspirant de l'expérience historique du mouvement communiste international. La révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine, puis la construction du socialisme dans un seul pays, sous la direction du parti bolchevik et de Staline, ont fait prendre une nouvelle orientation au cours de l'histoire. La révolution chinoise en 1949 a ouvert la voie du développement socialiste dans le tiers monde.

Le Grand Débat

Depuis 1956, Krouchtchev a développé une ligne opportuniste en URSS: aitaques sans principe contre Staline, plans fantaisistes sans fondement scientifique, «voie pacifique» vers le socialisme. Sous Brejnev, une politique hégémonique a été mise en œuvre: course aux armements avec les Etats-Unis, politique de la «parité nucléaire», agressions contre la Tchécoslovaquie, le Kampuchéa, l'Afghanistan, ingérences dans les affaires d'autres pays. Gorbatchev a critiqué un grand nombre de phénomènes négatifs de la période Brejnev, mais sa politique de glasnost vise à donner la parole à la droite et l'ultra droite (Soljenitsine), ses slogans sur la «liberté» profitent aux nouveaux capitalistes de l'économie informelle, sa perestroïka signifie le démantèlement de ce qui restait encore comme acquis socialiste et l'introduction de l'économie du libre marché inspirée par le modèle occidental.

Le mouvement communiste

Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme, de la solidarité mutuelle, de l'indépendance, de l'autonomie de chaque parti. Le PTB est solidaire des pays qui cherchent leur voie propre pour construire un socialisme authentique. Nous étudions leurs expériences positives et nous apportons des critiques d'une manière fraternelle, sur tout ce qui nous semble faux.

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE

Secrétariat national
Bd Lemonnier 171, boîte 2
1000 Bruxelles
tel.: 02/513.77.60
fax: 02/513.98.31
Fonds de soutien:
001-1151486-75
PTB-Bruxelles

Solidaire

Rédaction et administration:
Bd M. Lemonnier 171 boîte 10, 1000 Bruxelles.
02/513.66.26 Fax: 02/513.98.31

REDACTION:

Rédacteur en chef: Kris Merckx
Rédacteur en chef adjoint: Georges Moreau
Secrétaire de rédaction: Peter Franssen
Rédacteurs et collaborateurs: Michel Collon, Jo Cottenier, Johnny Coopmans, Boudewijn Deckers, Harrie Dewitte, Riet Dhont, Maggy Doumen, Ward Geens, Thomas Gounet, Kris Heriogen, An Lenaerts, Herwig Lerouge, Ludo Martens, Lucien Materna, Jean Michaux, Michel Mommarency, Dominique Moulin, Dirk Ramboer, Tino Delabie, Mia Van Damme, Jos Vander Veipen.
Mise en page et réalisation technique: Lucie Dumont, Paul Lever

TARIFS D'ABONNEMENTS

	1 an	6 mois	3 mois
Abonnement normal en Belgique	1.200 fr.	650 fr.	325 fr.
Tarif spécial pour étudiants, chômeurs, jeunes (-18 ans) (*)	950 fr.	500 fr.	250 fr.
Abonnement de soutien en Belgique	2000 fr.	1000 fr.	500 fr.
Abonnement Europe	1450 fr.	750 fr.	400 fr.
Abonnement en dehors de l'Europe	2150 fr.	1100 fr.	600 fr.
Supplément pour envoi sous enveloppe	200 fr.	100 fr.	50 fr.

(*) Toujours ajouter une copie de la carte d'étudiant, carte de chômage ou carte d'identité.

Suppléments périodiques de Solidaire:

Solidaire-Congo Kinshasa: 400 fr.; Europe: 450 fr.; en dehors de l'Europe: 650 fr. (15 numéros, mensuel)

Solidaire-Promotion:
Bd M. Lemonnier 171 boîte 10, 1000 Bruxelles.
02/513.66.26. Compte en banque: 001-0728997-21

Editeur responsable:
Marie-Rose Eligius, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

3.700 personnes pour une fête inoubliable

Le jour où le 24 novembre a changé de couleur

REPORTAGE: KRIS MERCKX

«Il y a un an, c'était le dimanche noir. Aujourd'hui, cette date est devenue un mardi blanc, vert ou rouge - au choix!». C'est en ces termes que Bruno Vinikas, commissaire royal adjoint à la Politique de l'Immigration, exprime ce que ressentent les quelque 3.700 antiracistes et antifascistes présents, le 24 novembre à la fête de la Victoire d'Objectif 479.917. Ils sont trois mille sept cents à être venus à Anvers. Certains ont même dû faire la file pendant une heure avant de pouvoir entrer dans la salle. Pour pouvoir, eux aussi, être de la partie et voir le 24 novembre changer de couleur, grâce à Objectif. Pendant sept heures, la salle de la Bourse du Commerce s'emplit de la force du contre-courant antiraciste constitué, tout au long de l'année écoulée, par la dizaine de milliers de collecteurs d'Objectif. Un même sentiment, une même idée rassemble les participants: un choix de principe en faveur de l'égalité en droits et de la solidarité internationale. Et un refus résolu du racisme et du fascisme. En six pages, *Solidaire* vous fait vivre ou revivre cette fête inoubliable qui restera gravée dans les annales de l'histoire antifasciste de notre pays.

Mardi 24 novembre 1992.
17h. Les organisateurs de la fête de la Victoire ont aménagé la salle. Il y a place pour 1.500 personnes. Des chaises sont disposées sur le parterre central.
19h30. Rudy Vranckx annonce en direct dans le premier journal télévisé de la BRT — l'information fait le premier titre du journal — que la salle est déjà bien remplie.

19h45. Le présentateur Ben Crabbé lance un premier appel, il faut accroître la capacité de la salle: «Déplacez les barrières vers l'avant, pour permettre à ceux qui attendent depuis plus de 20 minutes d'entrer dans la salle».
20h. «S'il vous plaît, pliez toutes les chaises».
20h30. Le présentateur Gérard de Selys: «Il y a encore un millier de personnes dehors. Prière

de vous presser comme des sardines».

21h. Le chiffre d'affaires du stand des Magasins du Monde passe en un rien de temps à 11.000 frs: les visiteurs qui ne peuvent plus parvenir au bar et au stand de restauration s'y approvisionnent en vin et en noix.
21h30. Les stands doivent être pliés. On laisse entrer par petits groupes ceux qui attendent à l'extérieur.

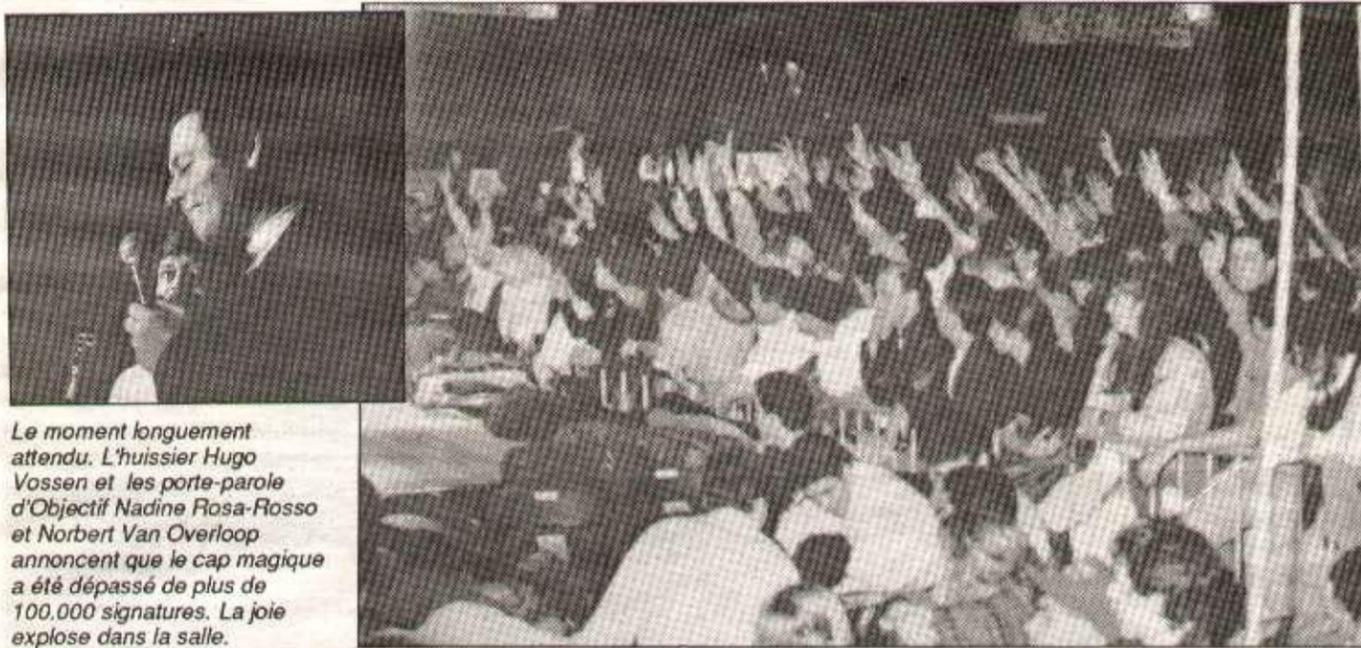
22h. La salle est comble, prête à vivre le point d'orgue de la soirée.

582.172: objectif largement dépassé

Maître Hugo Vossen, huissier, s'avance rayonnant sur le podium. Sous les spots, il lit la déclaration attendue par des milliers de gens: «Lundi 23 novembre 1993, à 15h30, j'ai constaté officiellement que 205 fardes contiennent des pétitions comportant le nom de famille, le prénom, l'adresse et la signature de, au total, cinq cent cinquante sept mille...». Maître Vossen ne peut plus poursuivre. La salle craque sous les applaudissements. Ce n'est qu'après quelques temps qu'il peut donner le chiffre complet: «557.781 signataires». Tandis que la salle continue de retentir de cris de

joie, Peter Jansen, du secrétariat d'Objectif monte sur le podium: «J'apporte encore ici les fardes 206, 207 et 208, contenant ensemble 18.913 signatures qui sont parvenues aujourd'hui par la poste au secrétariat d'Objectif. Et la farde 209 avec 6.072 signatures qui ont été remises ce soir au stand d'Objectif. Nous sommes donc maintenant à un total de 582.172 signatures». La salle scande successivement en français et en néerlandais: «Objectif, Objektief!», «Droits égaux! Gelijke rechten!». Désormais, les V de la victoire ne quitteront plus les participants, attentifs ou emportés par les rythmes dansants. Une fille d'une douzaine d'années, de Charleroi, crie: «On les a eus, les fascistes!». Un peu plus tard, Nadine Rosa-Rosso, belge d'origine italienne et co-initiatrice d'Objectif, rend hommage aux 40 collecteurs les plus méritants et leur remet un bouquet de fleurs: «Vous m'avez fait vivre le plus beau jour de ma vie», dit-elle émue. Un sentiment que beaucoup partageaient ce soir-là.

Allocutions, récit et photos des interventions et des prestations musicales en pages 8 à 12.



Le moment longuement attendu. L'huissier Hugo Vossen et les porte-parole d'Objectif Nadine Rosa-Rosso et Norbert Van Overloop annoncent que le cap magique a été dépassé de plus de 100.000 signatures. La joie explose dans la salle.

Presse: une fête magnifique

De Nieuwe Gazet: La fête de la victoire dans la Bourse du Commerce était une manifestation exceptionnelle contre les tendances de droite. Le beau programme, où les orateurs et les artistes se présentaient à tour de rôle, a captivé les masses. Pendant ce happening, les organisateurs ont fait preuve d'un sang-froid de chaque instant, car la salle de la Bourse ne suffisait nullement à résorber l'énorme afflux de participants. La magnifique affiche n'explique certainement pas ce succès à elle seule. Evidemment, le souvenir du 24 novembre 1991 a motivé beaucoup à participer. Ici, le message a bien été compris. Les artistes ont montré eux aussi qu'ils avaient saisi la philosophie de cette action (M.B.B.).

Het Nieuwsblad: Ce qui était frappant c'était la présence nombreuse de Marocains et de Turcs, mais aussi de Chiliens, de Polonais, d'Équatoriens et de Sud-Africains.

Gazet van Antwerpen: Artistes et signataires ont fêté le nombre record de signatures récoltées par Objectif 479.917. Un orchestre de quatre artistes (le groupe hollandais 2-Takt, ndr) a mené l'enthousiasme à son comble. Leurs paroles résonnaient dans la salle: «Le monde appartient à tous. Tous appartiennent au monde». L'énorme foule de jeunes chantaient avec eux.

Echos de participants

Mallika (22), Marocaine et mère d'un enfant: «C'est vachement bien ici. J'ai de l'asthme et, au milieu de cette foule de gens, je souffre d'asphyxie. Mais je veux absolument rester. Pourquoi Objectif ne m'a-t-il pas demandée de tenir le stand? Comme immigrée, il m'est plus facile de mobiliser d'autres immigrés».

Patricia (25), Anvers: «Politiquement, je ne suis pas formée. Depuis un an, je participe au mouvement contre le racisme. D'abord, dans l'organisation «Avec vous». Mais je me suis aperçue que la question cruciale est celle de l'égalité totale des droits. Et c'est exactement le point qu'Objectif veut réaliser».

Rita, une responsable d'Objectif à Anvers: «Deux jeunes médecins, Mie et Geert, ont immédiatement sautés à mon cou: «Quel succès! C'est grâce à votre endurance».

Une juriste (40) («politiquement, je me situe dans la tendance verte»): «Ici, on voit que les bobards selon lesquels Objectif était exclusivement une affaire du PTB ne riment à rien. Tant de signatures, tant de monde, ce n'est pas le fait du PTB à lui tout seul. Le pluralisme se voit ici sur le podium et dans la salle. Il y a même des nonnettes. Et c'est très bien ainsi».

Editorial

Double victoire

«Victoire! On a gagné!» Le cri se répandit soudain parmi les lycéens qui défilaient contre le racisme, ce 24 novembre à Anvers. Les centaines de jeunes immigrés surtout, brandirent victorieusement l'affiche de la Fête de la Victoire d'Objectif 479.917. Un an après le «dimanche noir», le mouvement antiraciste et antifasciste peut en effet se réjouir d'une double victoire. Tout d'abord, il y a eu le succès de la pétition Objectif 479.917 pour l'attribution de droits égaux aux immigrés. 3.700 personnes ont fêté ce succès lors d'une fête grandiose. Avec enthousiasme ils ont accueilli la décision de poursuivre cette pétition afin d'atteindre un million de signatures avant les élections communales de 1994.

Le PTB continuera de s'engager à fond, aux côtés de milliers d'autres, pour atteindre ce but. «Objectif» démontre en effet que «la base» peut sensiblement modifier le climat politique et son ordre du jour. L'an dernier, la question politique essentielle de l'égalité des droits de nos concitoyens d'origine immigrée semblait définitivement mise au rencart (souvenez-vous de la cabale faite à Wivina Demeester quand elle proposa de rouvrir le débat sur le droit de vote des immigrés). Grâce à Objectif 479.917, cette question est à nouveau à l'agenda politique. Et même à l'agenda du Parlement: le sénateur Cécile Harnie vient en effet d'introduire une proposition de loi officielle reprenant la revendication d'Objectif. Un deuxième événement fait que le 24 novembre 1992 est tout à fait différent du 24 novembre 91: les grèves massives des écoliers d'Anvers et de Gand contre le racisme et contre le Vlaams Blok. Plus de 10.000 d'entre eux ont tenu à Anvers la plus grande manifestation de ces 20 dernières années. Au cours de l'année écoulée, d'innombrables collaborateurs d'Objectif 479.917, de professeurs antifascistes, de militants du PTB et de Rebelle ainsi que d'autres organisations ont travaillé d'arrache pied à développer un puissant courant antiraciste. Mardi dernier, leurs efforts ont porté leurs fruits. Grâce à eux, l'appel à la grève a été diffusé très rapidement dans toutes les écoles. Même l'enseignement libre a participé en masse. La presse a noté le «très grand nombre d'uniformes bleus» dans la manifestation. Des centaines de jeunes filles d'origine immigrée ont vécu leur première manifestation politique. Leur joie était immense. Certains journaux ont tenté de porter le discrédit sur ce mouvement magnifique en montant en épingle quelques débordements. Quelques vitrines cassées — à tort — ont servi de prétexte à des titres rageurs. Ces mêmes journaux ont-ils fait leur une du meurtre de trois jeunes Turcs en Allemagne? Ou du «raid» récent du député Vlaams Blok Buisseret contre de jeunes immigrés à Boom, révélé par l'émission Panorama de la BRT? Non bien sûr. Des milliers de jeunes et de progressistes ont fait du 24 novembre 1992 une journée politique inoubliable. Gardons vivant l'esprit de cette journée, renforçons-le d'avantage, en intensifiant encore notre travail à la base.

KRIS MERCKX

EN BREF

Langage ferme

Philippe Maystadt a déniché un cadeau fiscal inadmissible, auquel il compte bien s'attaquer. «D'un point de vue budgétaire, on peut s'interroger sur le sens économique et social de cette dépense fiscale importante». Devinette: de quoi parle le ministre des Finances? Des innombrables déductions fiscales dont profitent les entreprises? Du taux d'imposition ridiculement bas sur les hauts revenus? Du fait que les gros rentiers ne déboursent qu'un précompte mobilier de 10% sur les intérêts et 25% sur les dividendes que leur rapportent leurs capitaux? Non. Tous ces cadeaux-là, qui profitent aux riches et qui coûtent plus de 300 milliards par an à l'Etat sont la chose la plus normale au monde pour Maystadt. Ce qui scandalise le ministre, c'est l'exonération fiscale des premiers 53.000 francs d'intérêt que vous rapporte votre modeste livret d'épargne. Cet «avantage» va donc bientôt disparaître. Ou comment «prendre l'argent chez ceux qui n'en ont presque pas». (L'Echo, 20/11/92)

Langage clair

Dans une étude sur les plus puissants patrons belges, Filip Vandebroecke (KUL), n'a relevé que deux big-boss flamands dans le TOP-15: Saverys et Leysen. Trends a demandé à Saverys si cette sous-représentation flamande ne l'inquiétait pas. Sa réponse a de quoi faire réfléchir ceux qui laissent diviser la classe ouvrière par une frontière linguistique: «La décision économique n'est pas un match de football, où Flamands et Wallons tentent de marquer le plus possible de points. Peut importe qu'on soit Flamand ou Wallon. Est-ce que moi je suis un nationaliste flamand parce que j'ai remis la CMB dans des mains flamandes? S'il vous plaît! Je suis un homme d'affaires, pas un politicien. Fondamentalement, il n'y a pas de différence entre André Leysen et Albert Frère. Ce sont deux personnalités, qui ne recherchent qu'une seule chose: le profit (...) Le premier souci des hommes d'affaire n'est pas l'image de marque flamande de leur entreprise, mais de faire du bénéfice.» (Trends 19/11/92)

Langage mou

Face aux graves menaces de pertes d'emploi dans la métallurgie liégeoise, voici la réaction de Louis Smal, dirigeant des métaux CSC: «Notre attitude sera positive, parce qu'il s'agit d'un enjeu d'avenir: passer un cap difficile. Il faut faire le gros dos, trouver tous les moyens pour que la ponction sociale ne soit pas trop douloureuse: préensions, groupes de chômage intensifs, primes de départ pour les volontaires». Voilà comment le prétendu réalisme — qui n'est que l'acceptation du capitalisme — conduit à la capitulation totale. Face aux pertes d'emploi, il faut au contraire tenir un discours offensif, mobiliser et se battre pour arracher la semaine de 32 heures, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire. (La Libre Belgique, 24/11/92).

GEORGES MOREAU

«Plan Busquin» au Sud, «Schaalvergroting» au Nord

Deux politiques éducatives au service d'un même patronat

Deux projets secouent le monde de l'enseignement: la fusion des réseaux officiels (ou «plan Busquin») du côté francophone et la rationalisation de l'enseignement supérieur en Flandre. Ces deux projets, qui vont avoir des conséquences graves pour les professeurs et les élèves, nous montrent que les politiques des Exécutifs francophone et flamand répondent aux mêmes exigences patronales en matière d'éducation.

Le «plan Busquin» et le projet de Van den Bossche (voir encadrés) sont tous deux des rationalisations par fusions qui s'accompagnent d'une autonomie accrue pour les écoles, aussi bien en matière financière que pédagogique. De façon générale, la similitude des politiques éducatives en Flandre et en Communauté française est frappante. Les Unités Locales d'Enseignement prévues par le plan Busquin ressemblent à s'y méprendre aux «Locale Raden van het Gemeenschapsonderwijs» créés il y a deux ans en Flandre dans le réseau de la Communauté. Dans les deux cas, il s'agit d'une suppression de l'enseignement public dans sa forme la plus pure. Pour ce qui est de la fusion des réseaux officiels, c'est le ministre francophone qui prend les devants, mais Van den Bossche y pense également.

Leurs désirs...

Qu'est-ce que les patrons attendent de l'école? «L'enseignement est un élément stratégique pour la compétitivité industrielle européenne» dit la «Table Ronde des industriels». «La révolution technologique exige une croissance exponentielle du nombre de travailleurs qualifiés». Exact, mais elle produit aussi un chômage massif et une foule de «petits métiers» qui ne requièrent qu'une qualification très restreinte. Inutile, dans ces conditions, de gaspiller de l'argent dans une démocratisation «excessive» de l'enseignement. C'est cela qui fait dire aux patrons: «ce n'est pas une question d'argent. Le problème est surtout de voir comment l'argent est dépensé et quelles attitudes sociales on continue de tolérer». Il faut donc dépenser moins — les finances publiques et Maastricht l'exigent — mais il faut axer les efforts sur les besoins pressants des entreprises. «L'Europe doit reconnaître que ses standards d'enseignement doivent s'élever, qu'il y a beaucoup à apprendre des USA et du Sud-Est asiatique pour transformer le savoir et l'enseignement en outils compétitifs». Cet exemple américano-nippon, c'est celui d'un enseignement largement privatisé, en situation de forte concurrence, jouissant d'une large autonomie et

d'une grande flexibilité, pour s'adapter au maximum aux attentes des entreprises. Le patronat regrette que l'enseignement en Europe soit «dominé par les contraintes bureaucratiques... Les pratiques administratives sont souvent trop rigides pour permettre aux établissements d'enseignement de s'adapter aux indispensables changements requis par le rapide développement des technologies modernes et les restructurations industrielles et tertiaires.»

...sont des ordres

Les deux projets ministériels cadrent parfaitement dans cette optique patronale. Premièrement, il s'agit bien de faire des économies. Vandebosche: «Les experts de l'OCDE nous ont donné le conseil de nous efforcer de mieux affecter l'argent disponible. A juste titre. C'est ce que nous avons fait: assainir, dans le vrai sens du terme. Cela signifie en premier lieu que nous visons un regroupement dans des unités plus grandes: il y a trop de petits établissements et trop de sections peu fréquentées.» Di Rupo: «En créant des synergies au sein des écoles libres d'une part, au sein des écoles officielles d'autre part, on peut dégager de substantielles économies par une utilisation plus rationnelle des deniers publics.» Qui dit rationalisations dit aussi pertes d'emplois. Luc Van Den Bossche: «Il faudra enlever la discussion sur le contrat statutai-



En adaptant l'enseignement au marché de l'emploi, on ne crée aucun emploi. On permet seulement aux patrons de comprimer leurs frais de formation et de disposer d'un grand réservoir de main d'œuvre où ils peuvent puiser. (Photo: Le travail, un regard photographique, BIT)

La rationalisation de l'enseignement supérieur en Flandre

Le ministre de l'enseignement flamand, Luk Van den Bossche, veut rationaliser l'enseignement supérieur non-universitaire. L'objectif est d'aller vers des écoles supérieures comptant en moyenne quelque 5.000 étudiants, contre moins de 600 actuellement. On commencera par fermer toutes les écoles de moins de 600 étudiants (on n'y organisera plus de première année en septembre 93). Plus de la moitié des 164 écoles supérieures flamandes risquent ainsi de disparaître à court terme. Les nouvelles super-écoles supérieures seront financées par un système d'enveloppes qui leur donnera presque autant d'autonomie que les universités. 80% du budget sera réparti de manière égale, en fonction du nombre d'élèves. Les 20% restants sont réservés aux plus grandes écoles, afin de favoriser les fusions. (De Standaard 23/10/92)

Le plan Busquin

Actuellement il existe, dans la communauté française, trois réseaux d'enseignement officiels:

1. L'enseignement de la communauté (anciennement «de l'Etat»), dont le ministre Di Rupo est le pouvoir organisateur direct. Il s'agit surtout d'athénées et de lycées, ainsi que de certaines écoles d'enseignement fondamental (maternel et primaire).
2. L'enseignement provincial: surtout des écoles secondaires techniques et/ou professionnelles.
3. Les écoles communales: essentiellement de l'enseignement fondamental. Le «plan Busquin» consiste à fusionner les trois réseaux officiels en un seul. Les écoles primaires dépendraient des communes. Le pouvoir organisateur des écoles secondaires serait attribué à des Unités Locales d'Enseignement (ULE) couvrant une ville ou plusieurs communes. L'ULE réunirait communes, province, Communauté, Région, patrons et syndicats. Treize «Organismes publics d'enseignement officiel» (OPE) chapeauteraient régionalement les ULE. L'OPE se charge de la planification de l'offre d'enseignement, des réaffectations, de la répartition des enveloppes affectées à l'équipement, etc. Une concertation permanente associera les OPE pour assurer la concertation avec les milieux socio-économiques, la coordination des programmes, etc. (Le Soir 18/9/92)

re (...) Je ne suis pas un ministre de l'emploi.» Côté francophone, la CGSP prévoit 5 à 6.000 pertes d'emplois suite au plan Busquin. Non seulement, l'enseignement public francophone va être affaibli, mais en plus il va perdre ce qui fait son essence: précisément le fait d'être «public». En effet, son pouvoir organisateur sera déplacé vers des «pouvoirs locaux»: c'est un premier pas vers la privatisation complète.

L'autonomie, avant la privatisation

L'autonomie accrue des écoles est d'ailleurs présente dans les deux plans (voir encadrés). Le fait qu'on défende cette autonomie en avançant de fallacieux arguments «pédagogiques» ne change évidemment rien aux objectifs réels. a) L'autonomie contraint les écoles à gérer l'austérité, à trouver elles-mêmes les moyens de rationaliser. Di Rupo: «L'optimisation

de la gestion via la décentralisation permettra de faire de grosses économies.» L'attribution d'enveloppes financières aux super-écoles supérieures flamandes poursuit le même but.

b) L'autonomie est un argument pour briser les tabous du statut des professeurs. Di Rupo: «Ce (nouveau) statut, je le souhaite souple, afin qu'il laisse beaucoup d'autonomie aux pouvoirs organisateurs.» Vandebosche: «Parfois la sécurité d'emploi pose pas des problèmes. Pensez au personnel excédentaire et aux réaffectations.» Selon Le Soir, le plan Busquin contribuera à décentraliser les responsabilités vers des organes plus proches des écoles et dont on attend une gestion plus stricte du personnel.

c) Mais surtout, l'autonomie — premier pas vers la privatisation — place les écoles en situation de concurrence accrue, ce qui les force à s'adapter aux attentes du patronat, concrétisées par la demande sur le marché du travail. Un document du Parti Socialiste, destiné à «vendre» le plan Busquin auprès des professeurs, reconnaît sans honte: «Le redéploiement de l'enseignement permettra une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de l'enseignement tout en créant (?) des capacités d'adaptation plus grandes pour répondre aux défis de demain (...) Rapprocher l'enseignement de la réalité des marchés de l'emploi nous semble indispensable.» C'est pourquoi les zones géographiques des nouveaux «Organismes publics d'enseignement» (OPE) recouperont exactement celles des comités sub-

régionaux de l'emploi.

Mais en adaptant l'enseignement au marché de l'emploi on ne crée aucun emploi. On permet seulement aux patrons de comprimer leurs frais de formation et de disposer d'un grand réservoir de main d'œuvre où ils peuvent puiser (en faisant pression sur les salaires).

La rationalisation des écoles supérieures flamandes vise un objectif similaire: «Le regroupement dans des unités plus grandes est nécessaire en vue d'organiser d'une manière professionnelle les contacts avec le monde des entreprises.» En effet, l'adaptation de l'enseignement supérieur technique aux hautes exigences du monde de l'industrie réclame des investissements matériels et une collaboration étroite école-entreprise qui ne sont plus possibles à l'échelle locale. D'où la nécessité de regrouper les formations d'un même type dans une ou deux écoles seulement. L'étape suivante sera l'ouverture des écoles aux instructeurs et aux programmes patronaux.

Gare aux divisions!

La tactique des ministres est d'attaquer les enseignants en ordre dispersé. Di Rupo est déjà parvenu à enfoncer un coin dans le front commun syndical: Régis Dehogne (CSC-enseignement) a déclaré qu'il ne soutiendrait pas la CGSP dans ses grèves pour la défense de l'enseignement officiel. Saluons par contre la position de la Centrale Chrétienne du Personnel de l'Enseignement Technique (CCPET), qui rejette le plan Busquin parce qu'il «ne garantit pas la survie

Bravo, Imago!

Qui a réalisé la magnifique décor, avec des mains de toutes les couleurs? Et ces banderoles, suspendues aux balcons, avec des signatures calligraphiques?

Et le logo-cartoon d'Objectif (voire photo)? Et la reproduction géante de l'affiche de la fête? Et le magnifique stand d'Objectif?

C'était le travail d'IMAGO, un groupe d'artistes qui mettent leur travail au service de la lutte contre le racisme et le capitalisme et pour le socialisme. Ça vous intéresse? Contactez IMAGO, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tel. 02/513.77.60



Stella

Le très célèbre groupe wallon qui se moqua des «Belges et autres bâtards» qui envahissent la ville espagnole de Torremolinos.



OBJECTIF-FÊTE EXTRA

SYNDICATS

route au démantèlement prévu.

CSC Cockerill-Sambre et Carlam - Charleroi: «Eux, c'est eux, et...»

La délégation CSC Métal de Cockerill-Sambre et Carlam à Charleroi vient de diffuser aux sidérurgistes carolorégiens son bilan de la lutte contre le budget 93. Voici le texte du tract... «Nous sommes heureux et fiers de pouvoir féliciter les travailleurs de Charleroi pour la réussite de la manifestation du 16 octobre. Celle-ci mettait un point d'orgue aux actions précédentes de Métallos. Les négociations Gouvernement-Syndicats et les conclave internes ont amené Dehaene I à modifier ses dernières propositions sur la Sécurité Sociale. Si les nouvelles mesures sont moins agressives, il faut constater qu'elles viennent s'ajouter à celles qui étaient prévues dans la première mouture du budget 93. Bilan: le budget 93 passe avec, en plus, un supplément de 20 milliards de nouvelles économies. Les travailleurs ont été mobilisés contre l'ensemble des mesures prises par le gouvernement et pas seulement contre une petite partie

«Sécurité Sociale» des mesures complémentaires. Les travailleurs et les allocataires sociaux ont déjà subi l'austérité pendant plusieurs années, ce qui a permis le transfert de 650 milliards de leurs poches vers celles des entreprises et des rentiers du capital. Les Syndicats n'ont pas été entendus! Les nouvelles mesures n'apportent rien de neuf dans l'aménagement de l'intérêt de la dette, l'imposition du revenu réel des entreprises, l'imposition des fortunes et du revenu des fortunes, la fraude fiscale. Nous ne pouvons pas considérer que les objectifs sont atteints. Loin de là! Les délégués et militants de la C.S.C. Cockerill-Sambre et Carlam demandent à leurs représentants dans les différentes instances syndicales d'appuyer un mot d'ordre d'une seconde manifestation nationale interprofessionnelle, à Bruxelles, en front commun et assortie cette fois d'une grève de 24h minimum. Si l'objectif des actions n'était pas de faire tomber le gouvernement mais de l'obliger à modifier ses décisions, la question se pose aujourd'hui: les travailleurs ont-ils encore besoin d'un gouvernement socialiste-social chrétien qui ne les écoute pas et qui s'acharne à pratiquer une politique qui ressemble de plus en plus à celle des libéraux??»

La CSC-Malines proteste

La CSC Malines est loin d'approuver unanimement le point de vue national de la CSC à l'égard des mesures budgétaires complémentaires. Dans le cadre d'une campagne d'information-sensibilisation, elle a demandé aux militants et membres du personnel de renvoyer la carte suivante à Willy Peirens et aux membres du Bureau de la CSC...

Cher ami, chère amie, Je suis scandalisé d'entendre le jugement que porte la CSC sur l'ensemble des économies décidées pour le budget 1993. Scandalisé parce que j'avais attendu une réaction bien plus claire et surtout bien plus dure de notre CSC suite aux diverses campagnes et déclarations. Je pense ici à la campagne médiatique du week-end des 7 et 8 mars 1992, à la concentration au Heysel, au tract «Autrement et mieux...», au dossier de sensibilisation «Pourquoi nous disons ce que nous disons...», à l'action du 16 octobre et au bulletin CSC n° 382. Les divers conclave d'assainissements de cette année (budget 92, budget 93 et économies complémentaires 93) montrent pourtant clairement que ce gouvernement va chercher l'argent bien plus auprès de la population travailleuse qu'auprès des

sociétés, des rentiers et des fraudeurs. Cela ressemble bien trop à ce que nous disons chaque fois: «Maintenant, c'en est trop, la prochaine fois, ça ne passe plus». Mais ce petit refrain, ça fait trop longtemps que nous le chantons. C'est pourquoi, avec les militants de notre organisation, je continuerai à travailler dans l'esprit du dossier de sensibilisation afin d'arriver à: - une fiscalité équitable qui fasse payer aux sociétés, aux rentiers et aux fraudeurs leur (très grande) part du gâteau; - une politique de l'emploi qui entraîne des résultats et ne se limite pas à des déclarations, des conférences et des tables rondes; - une Sécurité sociale viable qui garantisse aux gens un revenu sérieux s'ils n'ont pas d'emploi. J'espère que notre CSC continuera à soutenir ces exigences et les réalisera. Vous pouvez compter sur moi. Mais si notre CSC ne fait pas cela, puis-je suggérer que la prochaine fois, on lance une campagne sous le thème «Pourquoi nous disons ce que nous disons, mais... ne faisons pas ce que nous disons», même si je n'accorderais pas mon soutien à une telle campagne. Salutations syndicales.

Partir en grève pour un bon accord interprofessionnel

Le projet d'accord interprofessionnel doit être rejeté. C'est l'avis de la CNE et de la CSC de Charleroi. Ces derniers se sont prononcés pour une grève nationale de 24h. Le comité national de la FGTVB discutera le projet le 7 décembre, avec une semaine de retard. Les négociateurs nationaux veulent gagner du temps pour convaincre leur base qu'ils ont raison. Mais ont-ils raison?

"Cet accord garantit la liberté de négocier dans les secteurs", déclarent Willy Peirens (CSC) et François Janssens (ABVV). La liberté promise n'est que de pure forme, car elle est totalement compromise par la déclaration préalable de la compétitivité. Nous lisons à ce sujet: «La liberté de négociation doit aller de pair avec la responsabilité partagée dans le maintien de notre position concurrentielle, des avantages pour notre développement économique et de l'emploi». La déclaration sur ce projet est plus stricte que lors du précédent accord. Alors, il était recommandé de "tenir compte des conditions économiques", aujourd'hui la position concurrentielle est qualifiée de "très fragile". Alors, on discutait de la position concurrentielle dans son ensemble, maintenant, on parle des "répercussions sur les coûts salariaux de l'augmentation de la posi-

tion concurrentielle". C'est pourquoi l'accord interprofessionnel est proposé comme exemple pour les négociations sectorielles. Ainsi, la FEB a évalué comme "très marginaux" les coûts de cet accord. Pour être précis: 0 franc en 93 et 2,2 milliard (0,11% de la masse salariale) en 94. Une broutille si on la compare aux 780 milliards de bénéfices des sociétés en 1991. En bref: les patrons, qui s'en sont déjà pris aux revendications salariales dans les secteurs, reçoivent aujourd'hui le total soutien moral et idéologique de la direction nationale des syndicats. Et le gouvernement ne tardera pas à rappeler cette déclaration quand il adoptera en mars, la loi sur la compétitivité.

Plus de responsabilité pour une plus grande flexibilité

Ce projet donne une nouvelle carte

blanche à la stratégie patronale en matière de flexibilité.

* Les patrons ont reçu la possibilité d'employer chaque travailleur durant 65 heures supplémentaires par an, non récupérables. Cela fait 1,33 heure par semaines, ou deux semaines par an. Au lieu d'une généralisation du temps de travail de 38 heures/semaine, ils menacent d'allonger le temps de travail pour 2,2 millions de travailleurs du privé. Dans certaines entreprises et secteurs, cela fera perdre 1 poste de travail sur 30.

* Ce projet renvoie le problème du travail de nuit pour les femmes aux commissions paritaires, qui doivent établir des listes des exceptions possibles. Cela signifie — après l'exemple de la CCT 42 — le non-respect des limitations légales existantes.

* Aujourd'hui, les patrons doivent faire connaître cinq jours à l'avance les horaires, dans le cas de travail à temps partiel. Ce projet signifie un assouplissement de cette obligation légale. Cela revient à ouvrir la porte à une application de fait du système des contrats à la demande, ce qui est interdit par la loi.

* Enfin, cet accord n'autorise les crédits d'heures (promotion sociale) que pour des motifs purement professionnels. Ce droit pour les travailleurs d'avoir une formation continue générale, obtenu dans les années 60, est ici supprimé.

"Mais disent les négociateurs, cela n'est réalisable que dans le cadre d'un accord sectoriel". De deux choses l'une: ou vous êtes pour, ou vous êtes contre. Si vous êtes réellement contre ces propositions, alors bloquez-les au niveau interprofessionnel et laissez les lois de protection en place, au lieu de reporter la responsabilité à un niveau plus bas. En plaidant maintenant, avec les patrons, pour un assouplissement des règlements de travail — comme ils l'ont fait avec la CCT 42 — ils donnent carte blanche au patronat.

Pas de solidarité dans la pauvreté

Cet accord a été discuté au nom de la solidarité avec les chômeurs âgés, qui grâce à cet accord reçoivent une augmentation sensible. Tous les délégués sont, bien sûr, d'accord de combattre l'injustice que les patrons et le gouvernement avaient fait subir

à cette catégorie de sans-emplois. Mais pour la majorité des sans-emplois, cet accord signifie plus d'exploitation et une diminution de revenus. C'est la solidarité dans la pauvreté, qui apporte de l'eau au moulin de l'extrême droite. Les 32 heures par semaine, avec maintien du salaire sont réalistes. Faites de cette juste exigence une partie intégrante du programme général. Mobilisez aujourd'hui les masses de travailleurs pour un bon accord interprofessionnel, au lieu de venir à la rescousse du patronat. C'est aussi la meilleure façon de préparer la nouvelle note à présenter aux patrons en février 93, quand le contrôle budgétaire sera à l'ordre du jour et quand le gouvernement s'en prendra à nouveau aux acquis de la sécurité sociale.

Négociations interprofessionnelles

La CSC-Charleroi dit non au projet d'accord interprofessionnel

C'est à l'unanimité que le comité de la CSC de Charleroi a rejeté, jeudi 26 novembre, le projet d'accord interprofessionnel, proposant une grève nationale de 24 heures pour imposer au patronat un accord digne de ce nom. Jamais un tel projet d'accord n'aura suscité tant d'intérêt à la base. Et pour cause: un abandon aussi manifeste des principes syndicaux défendus jusque là, ne pouvait que provoquer des réactions négatives.

Ce qui a particulièrement heurté les militants et délégués, c'est la possibilité donnée aux entreprises de faire prestre 65 heures supplémentaires sans récupération ainsi que la révision de la réglementation du congé éducatif payé. "Cela ne rime pas avec nos beaux discours pour un partage du travail et pour le droit à la formation permanente" se disent les carolos CSC. Ce qui les heurte également, c'est la manière dont certains dirigeants nationaux ont fait de la publicité pour cet accord. Ainsi, un délégué trouvait aberrant qu'un Josly Piette, secrétaire national, puisse prétendre que c'était "un des meilleurs accords depuis la guerre". "Oui, depuis la guerre du Golfe" a renchéri un autre, dans l'hilarité générale.

Prolongation de la durée du travail

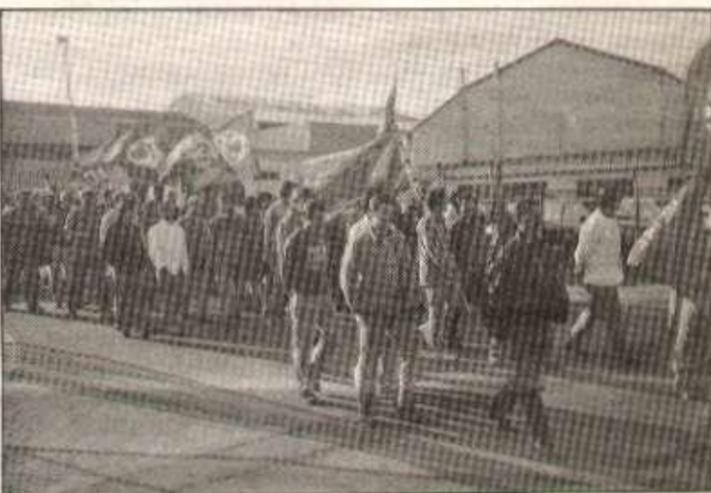
Avant même le comité interprofes-

sionnel, certaines délégations d'entreprise et centrales s'étaient prononcées contre le projet, au terme de débats parfois très houleux. Des délégations comme celles de Caterpillar, Sabca, Fafer et bien d'autres l'ont fait après consultation des militants de leur entreprise, tout en soulignant que ce n'était pas par réflexe corporatiste: «On nous parle de partage du temps de travail et voilà qu'on arrive avec ces 65 heures supplémentaires. C'est prolonger la durée du travail d'1h30. Dans les petites entreprises, qui font encore 40h par semaine, c'est un recul énorme. Et s'ils n'ont pas de représentation syndicale c'est la porte ouverte à la dictature patronale». Jean-Marie Lepage, secrétaire fédéral de Charleroi a très bien reflété cet esprit quand il déclarait: «L'application de la clause sur les heures supplémentaires allongerait de 1h33 par semaine ou de 2 semaines

par an la durée du travail. Cette concession va à l'encontre de nos revendications pour un partage du travail qui ferait barrage à la dualisation de la société (d'un côté ceux qui ont du travail, de l'autre ceux qui n'en ont plus, ndlr). L'absence de représentation syndicale dans les PME signifie l'absence de protection syndicale pour un travailleur sur deux».

Cinq fois «compétitivité» dans un paragraphe!

Selon l'avis unanime, le débat a été très sérieux. Les responsables à tous les niveaux se sont sentis remués par un projet qui bafoue tous leurs efforts pour ce que le national appelle "un nouveau projet de société". Il y a eu des appels à un "examen de conscience du national" et des mises en garde sévères contre "le virage syndical à droite". Ce n'est pas une personne mais plusieurs — nous a-t-on dit — qui ont affirmé qu'ils se sentaient mal à l'aise. Comment pourrait-il en être autrement quand on voit que cet accord "est imprégné d'idéologie patronale" selon les dires d'un permanent. Un délégué de Cockerill enchaîna avec encore plus de précision: «Il ne faut pas



A Charleroi, la CSC s'est fait remarquer à plusieurs reprises par ses prises de position combatives. Elle vient ainsi de rejeter le scandaleux projet d'accord interprofessionnel qui répond à de nombreuses revendications patronales.

oublier tout le premier paragraphe où le mot compétitivité apparaît 5 fois; ça doit disparaître parce que cela nous met à la merci du patron». Ou d'une autre manière encore: «Ce qui dérange les patrons c'est qu'un travailleur puisse quitter son travail pour aller se former socialement, syndicalement». Comment faut-il comprendre la définition d'une vraie solidarité? Un délégué répond: «D'après le dictionnaire cela va dans le sens des riches vers

les pauvres. J'ai l'impression que pour certains cela va dans le sens des malheureux aux plus malheureux. Avec ces 65 heures supplémentaires les patrons ont réussi à faire un coup de force. Qu'est-ce que sera le syndicat de demain? Les Carolos CSC ne sont pas prêts à marcher dans cette voie-là. D'autres suivront-ils?

JEANINE TIPS

«Les néo-nazis en marche», un livre passionnant de Jos Vander Velpen (suite)

Une promenade inquiétante dans les arcanes de l'Euro-droite

Dans notre précédente édition, nous avons commencé la présentation du livre de Jos Vander Velpen, «Les néo-nazis en marche» (éditions EPO, uniquement en néerlandais pour l'instant). Dans les troisième et quatrième partie de son livre, Jos Vandervelpen donne de nombreux éléments fort intéressants sur l'idéologie, l'histoire, les points communs et les caractéristiques nationales des formations fascistes de Flandres, des Pays-Bas, des pays baltes, de Croatie, d'Italie et d'Autriche.

L'ouvrage de Vander Velpen démontre que le fascisme est en essence un phénomène international et que son but principal est d'établir une dictature de droite qui ne se cache pas, où le capital acquiert une «liberté» d'exploiter sans limite et où toute forme de lutte de classe de la part des travailleurs devient un crime. Le «nationalisme flamand» (ou autre) et même le racisme ne sont que des tactiques pour entraîner les gens derrière ce programme fondamental.

«La grève est un crime»

«Pas la lutte de classe, mais la collaboration de l'ouvrier et de l'employeur dans la recherche solidaire d'un plus grand bien-être pour la collectivité: voilà l'objectif. La liberté syndicale, par l'existence de différents syndicats, est en contradiction avec l'ordre civil corporatif». Voilà ce qu'écrivait le VNV, l'ancêtre du Vlaams Blok dans les années trente (p.104). Aujourd'hui, ce message on peut l'entendre mot pour mot dans la bouche de Karel Dillen, qui ajoute: «Aujourd'hui le Vlaams Blok dit: la grève est un crime» (p.144). Et les travailleurs de ce pays font bien de se souvenir que pour ce crime-là, on disparaissait dans un camp de concentration à l'époque des nazis.

«Incendiez écoles et habitations»

Pour le Vlaams Blok, le racisme et le nationalisme servent avant tout à lancer des campagnes de haine aveugle contre des travailleurs d'une autre «race» ou d'une autre langue. Cela constitue une préparation à la terreur ultérieure contre tous les mouvements ouvriers de gauche et aux guerres pour la défense de «sa propre» bourgeoisie flamande ou européenne. «Nous sommes contre toute forme de violence» déclara récemment Karel Dillen. Mais son bras droit, Buisseret, publia en 1977 un éditorial contre l'ennemi «francophone»: «Briser les vitres de villas avec des catapultes, détruire les autos et les biens, incendier les habitations privées et les écoles (...) Lettres de menaces, kidnapping et tabassage de fransquillons importants, intimidation de promoteurs immobiliers par le sabotage et la destruction d'ouvrages» (p. 107). A l'époque, ces instructions terroristes valaient pour les «francophones». Aujourd'hui on les ap-

plique en Allemagne et en Belgique contre les immigrés et contre ceux qui défendent les immigrés: en Allemagne, des maisons d'accueil pour réfugiés ont été incendiées; en Belgique Paula D'Hondt a reçu des lettres de menace.

«Une lutte pour la vie ou la mort»

«Nous sommes contre toute forme de violence» déclare Dillen et il est utile de savoir qu'Hitler a fait les mêmes déclarations démagogiques en son temps. Mais dans la revue «Signaal» — dont le titre rappelle déjà la célèbre publication nazie du temps de guerre —, où Edwin Truyens, Filip Dewinter et Marijke Dillen ont appris leur métier, on pouvait lire: «Pour assurer la survie de notre culture et de notre peuple comme unité organique, il faut préserver la pureté de la race. C'est pourquoi notre combat nationaliste est un combat contre les influences étrangères, un combat qui ne connaît pas de pardon, car c'est une lutte pour la vie ou la mort» (p. 109). Avec des sottises pareilles on ne peut que pousser les gens à la terreur irrationnelle; ils deviennent des instruments aveugles entre les mains de groupes capitalistes obscurs qui voient dans le fascisme un moyen de préserver leur pouvoir. Combien de dizaines de milliers de travailleurs et de paysans flamands se sont rendus en Wallonie, jadis, pour y vivre et y travailler? Ont-ils porté atteinte à «l'unité organique» de la «race» wallonne? Les Wallons «souche pure» doivent-ils maintenant entamer une «lutte pour la vie ou la mort» contre cette «pollution flamande»? C'est de la démente complète... et les dirigeants du Vlaams Blok le savent parfaitement. Ceux qui prêchent la «pureté de la race» ont été, pendant des décennies, les plus chauds partisans de l'impérialisme américain, une nation bâtie sur le mélange de nationalités, de langues et de «races».

Roger Spinnewyn, de Bruges, fut jadis le représentant du VMO, l'une des organisations-mère du Vlaams Blok, auprès de la World Anti-Communist League, fédération d'organisations d'extrême droite du monde entier, contrôlée par les services secrets américains (p.110).

Racisme et «civilisation européenne»

En décrivant les positions des différents fascistes européens, Jos



Le livre de Jos Vander Velpen n'est actuellement disponible qu'en néerlandais. Vous pouvez le commander à la Librairie Internationale, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles (650 francs + 50 frs de port). Une traduction française en prévue pour le printemps 1993.

Vander Velpen montre que le racisme se nourrit de campagnes de haine complètement arbitraires. Pour le Vlaams Blok, les immigrés arabes et turcs ne sont pas «intégrables»; le Blok ne jure que par les «peuples européens» et la «culture européenne». Mais en Italie, on voit les fascistes de la Lega Lombarda, centre de Milan, s'agiter contre les immigrés... du sud de l'Italie! (p.183). En Autriche les néo-fascistes mènent campagne contre la «Überfremdung», contre la marée d'immigrés. Mais ici, il ne s'agit pas de Marocains; ici les étrangers «non-assimilables» appartiennent aux «peuples européens»; ils viennent de Pologne, de Roumanie et de Yougoslavie, des pays dont toute la bourgeoisie a réclamé l'appartenance à la «civilisation européenne» (p.191). Il y a quatre ans, ces réfugiés, qui appartenaient le plus souvent à l'élite intellectuelle, étaient les «combattants de la liberté» qui fuyaient «la tyrannie et la misère communistes». Maintenant que le rétablissement du capitalisme a ravagé les économies de ces pays et que des milliers de personnes connaissent une misère terrible, des centaines de milliers de gens tentent de fuir la Pologne, la Roumanie ou la Hongrie en direction de l'Autriche. Du coup, ils ne sont plus des «héros de la liberté», mais des envahisseurs étrangers contre lesquels il convient de lancer des campagnes de haine raciste.

Le cancer du nationalisme bourgeois

Sur le plan idéologique, il existe beaucoup de passerelles entre les partis d'extrême droite et les partis bourgeois démocrates du grand capital. L'une de ces passerelles est l'anticommunisme. Une autre, c'est le nationalisme bourgeois flamand.

En essence, toute forme de nationalisme bourgeois vise à soumettre ses «propres» travailleurs à sa «propre» grande bourgeoisie. Mais étant donné que les diverses fractions de la bourgeoisie européenne et mondiale ont des intérêts divergents, ce nationalisme conduit inévitablement à des conflits incessants et à des guerres. La grande bourgeoisie européenne est une bourgeoisie impérialiste et le slogan «notre propre peuple d'abord» signifie que le «propre peuple» — entendez: notre propre bourgeoisie — a le droit d'exploiter en premier les peuples du tiers monde. Dans le monde actuel, le nationalisme bourgeois est une idéologie d'oppression à l'intérieur et à l'extérieur, une idéologie de conflits nationaux et de guerres.

«L'Europe des peuples»

La prétendue «Europe des peuples» que veulent les nationalistes, est une Europe sous contrôle allemand, une Europe de guerres d'agression

externes, de guerres civiles et de conflits nationaux internes. Jos Vander Velpen analyse le Parti Libéral autrichien, la formation néo-nazie locale. Signalons au passage que ce parti a conclu plusieurs coalitions de gouvernement régionales avec le Parti Catholique autrichien et qu'il siège dans l'Internationale libérale sous la protection du FDP allemand. Eh bien, au nom du «peuple Allemand d'abord», le Parti Libéral autrichien prêche en faveur du Grand Reich Allemand et de l'hégémonie allemande sur l'Europe. Mölzer, l'idéologue de ce parti, écrit: «Est-ce que je n'appartiens pas au peuple allemand? Beaucoup d'amis en Autriche, au sud-Tirol, en Silésie et en Alsace se posent la même question» (p.193).

Au nom de «l'Europe des peuples», le peuple Allemand peut à nouveau organiser «l'Anschluss» de l'Autriche et revendiquer des contrées qui appartiennent aujourd'hui à l'Italie, à la Pologne et à la France. Une telle chose n'est réalisable que dans une Europe sous hégémonie allemande. Mais en cas de conflits entre le grand capital allemand, britannique, français et italien, cela pourrait également conduire à une nouvelle grande guerre européenne. Les fascistes de l'Europe toute entière sont réunis contre le communisme, contre les syndicats et pour l'expansion européenne dans le monde. Mais les diverses bandes néo-nazies finissent également, inévitablement, par entrer en conflit entre elles, dès que des oppositions économiques importantes voient le jour entre leurs grandes bourgeoisies nationales respectives. Alors, les fascistes allemands et italiens pourront se combattre mutuellement par les armes, pour le contrôle du sud-Tirol, revendiqué par la Grande Allemagne et par la bourgeoisie italienne. Alors, les actuels frères d'armes, Dillen et Le Pen, pourront partir en guerre pour la «libération de la Flandre française». Au nom de «l'Europe des peuples» l'Allemagne est parvenue à faire éclater la Yougoslavie en mini-Etats inviables, proies faciles pour l'appétit de pouvoir allemand. Une fois que les barrières sont tombées, la folie frappe partout: les néo-fascistes italiens du MSI ont déjà annoncé la «libération» de l'Istrie, qui appartient aujourd'hui à la Croatie mais fut jadis sous domination italienne...

LUDO MARTENS

Nadine Rosa-Rosso, Eric Grijp et Norbert Van Overloop:

L'action est le meilleur remède contre le pessimisme

Une semaine après le «dimanche noir» du 24 novembre 1991, Nadine Rosa-Rosso, Erik Grijp (ex-sénateur Agalev) et l'avocat Norbert Van Overloop lancèrent la pétition Objectif 479.917. Un an plus tard, ils font le bilan, devant une foule de milliers de personnes. Un texte incisif et optimiste. 479.917 signatures en un an, contre le racisme et le fascisme, pour les droits égaux? Quand nous avons lancé ce défi, au lendemain du 24 novembre 1991, beaucoup nous prenaient pour des fous. Aujourd'hui, nous y sommes, le pari est tenu, les signatures sont là, leur existence a été contrôlée en bonne et due forme par un huissier de justice. Quelles leçons peut-on en tirer?

Parler un langage clair

Pendant la dizaine d'années qui a précédé le «dimanche noir», les partis traditionnels ont prétendu qu'il ne fallait pas exagérer le danger fasciste, qu'il ne fallait pas «polariser» le débat entre fascistes et antifascistes/antiracistes. Ce n'est pas étonnant puisque eux-mêmes répandaient le racisme et organisent le glissement à droite de la société. Les 479.917 signatures prouvent qu'une grande partie des

hommes et des femmes de ce pays sont très inquiets de cette évolution et aspirent à la création d'un front puissant contre le racisme et le fascisme. La deuxième leçon est certainement que les travailleurs et les jeunes de ce pays, qui se sont mobilisés à fond pour la réussite d'Objectif 479.917 souhaitent qu'on parle un langage clair, qu'on appelle un chat un chat. Le racisme existe: quand une société n'accorde pas les droits égaux à tous ses membres, elle organise le racisme et la discrimination. Les signataires d'Objectif 479.917 se sont clairement prononcés pour l'égalité des droits entre Belges et immigrés, par l'attribution automatique de la nationalité aux immigrés, après cinq ans de séjour légal en Belgique.

Pas de Rostock chez nous

Le fascisme existe: il répand aujourd'hui en Europe le nationa-



Les initiateurs d'Objectif 479.917, lors de leur discours. De gauche à droite: Nadine Rosa-Rosso, Erik Grijp et Norbert Van Overloop.

lisme et la guerre et veut réaliser le vieux rêve d'Hitler. Les signataires de la pétition ont dit non au fascisme. Après les événements de Rostock, énormément de gens se précipitaient sur la pétition en disant: pas de Rostock chez nous. La troisième leçon à méditer est que l'action est le meilleur remède contre le pessimisme et le repli sur soi. Les résultats de l'extrême droite au 24 novembre 1991 ont provoqué la consternation. La campagne de pétition, immédiate et ambitieuse, a été reçue avec enthousiasme et soulagement par près de 12.000

personnes qui se sont engagées avec courage et détermination dans le contre-courant. Tous ceux qui l'ont fait ont été ravis de constater combien des dizaines, des centaines de gens étaient prêts à signer contre le racisme et le fascisme, pour l'égalité des droits.

On continue!

Mais beaucoup ont également constaté que le racisme et les idées fascistes avaient fait des progrès dans la population et qu'il est donc plus que nécessaire de consolider

Revivez cette fête formidable chez vous

Un enregistrement vidéo avec les points culminants de la fête de la Victoire du 24 novembre 1992
50 min. Location: 100fr. Vente: 400 fr. Projet-Video, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles, tel. 02/513.77.60

l'action, de l'étendre à l'ensemble de la population de ce pays pour faire barrage radicalement à la progression du fascisme.

Aujourd'hui, gonflés à bloc par la victoire, nous sommes prêts à relever ce nouveau défi. Nous ne nous arrêtons pas. Aussi longtemps que l'égalité des droits ne sera pas devenu un fait dans ce pays, nous continuerons. Aussi longtemps que la menace fasciste pèsera sur nos têtes, nous continuerons. Et nous sommes assurés que vous continuerez avec nous.

En avant vers le million de signatures!

NADINE ROSA-ROSSO
ERIK GRIJP
NORBERT VAN OVERLOOP

Certains ont prétendu que les immigrés ne seraient pas, eux-mêmes, demandeurs de l'attribution automatique de la nationalité belge, comme le réclame la pétition d'Objectif. Lors de la fête proprement dite, cela fut contredit par la présence massive de nos concitoyens d'origine marocaine ou turque. C'est surtout la plus jeune génération, issue de l'immigration, qui fut présente. C'est là, incontestablement, le résultat de la participation active de la communauté immigrée à la campagne de pétition. Deux promoteurs de cette campagne, Ahmed Rachî, membre du comité de parrainage d'Objectif 479.917 et président de la Communauté marocaine de Lierre, et Gursul Kutlu, collaborateur de la Maison du peuple turc d'Anvers, ont pris la parole au meeting.

Ahmed Rachî: Les politiciens changent de couleur comme les footballeurs



En 1979, dans la déclaration gouvernementale de Wilfried Martens, figurait encore le droit de vote des immigrés. Tous les grands partis politiques l'avaient inscrit dans leur programme. Ils nous ont beaucoup promis... mais ce n'étaient que des promesses. En 1991, Objectif démarra sa campagne 479.917 pour les droits politiques et sociaux par l'attribution gratuite et sans procédure de la nationalité belge à tous les immigrés résidant légalement depuis cinq ans en Belgique. C'est pourquoi nous, les immigrés, soutenons et remercions Objectif 479.917. Aujourd'hui, nous fêtons cette première victoire contre le racisme et le fascisme. Le 24 novembre a fortement agité le monde politique. Auparavant, nous pensions que seuls des footballeurs, des basketteurs, des cyclistes pouvaient changer de club et de couleur, mais, apparemment, maintenant les politiciens peuvent aussi le faire. Eh bien, il y aura une proposition de loi qui mettra la revendication d'Objectif 479.917 devant le parlement. Tous les politiciens ont maintenant la possibilité de changer de couleur dans la bonne direction et de soutenir cette proposition. En conclusion, je voudrais faire appel à ne pas seulement oeuvrer pour l'égalité et la justice dans notre pays, mais aussi d'être solidaire avec tous les pays dans le monde victimes de l'injustice: Stop à l'embargo contre Irak! Solidarité avec le peuple de Cuba!

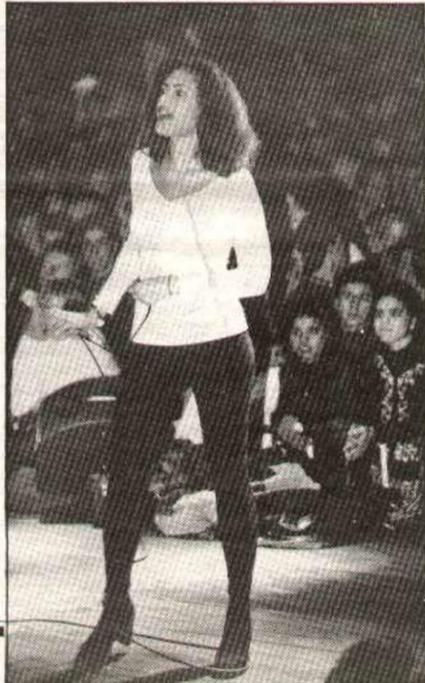
Gursul Kutlu: D'abord travailleur et internationaliste



Les partis traditionnels portent une grande responsabilité dans la montée et la percée de l'extrême droite. L'appauvrissement et le recul social qu'ils imposent à la population pousse les gens vers l'extrême droite. Leurs campagnes répétées contre les pays et les dirigeants du tiers monde ont encore fait grandir les sentiments agressifs envers les immigrés. Avec cette fête de la Victoire, notre travail n'est pas achevé: nous devons décider aujourd'hui de poursuivre le combat jusqu'à l'obtention de droits politiques et sociaux complètement égaux. L'Europe est déjà en feu à cause du racisme et du fascisme: regardez la Yougoslavie, regardez l'Allemagne, où l'on brûle des immigrés la nuit dans leur demeure. Voilà pourquoi nous ne devons jamais dévier de notre route: nous devons briser l'idée de «notre propre peuple d'abord», «notre propre Etat d'abord», en nous mobilisant dans cette campagne pour que tous les habitants d'un même pays, quel que soit leur origine, leur croyance ou leur culture, aient les mêmes droits. Chaque antiraciste doit aussi être un anti-impérialiste, et vice-versa. Etre solidaire de tous les peuples du tiers monde, être solidaire de toutes les communautés immigrées en Europe. Ces dernières sont les représentants du tiers monde chez nous: partager le sort du tiers monde, c'est partager le sort des immigrés chez nous. Ce qui compte d'abord, ce n'est pas d'être Belge, Wallon ou Flamand, mais d'être un travailleur et un internationaliste.

Victor Lazlo Merde au fascisme! Merde au racisme!

Victor Lazlo, une chanteuse de notoriété internationale vivant à Paris, fut l'une des attractions musicales majeures de la soirée. Elle est d'origine antillaise et a étudié à l'école européenne de Mol, réputée pour le caractère élitaire de son enseignement. Mais, dès son introduction, elle utilisa le langage du peuple: «C'est bien d'être venue aussi nombreux. Moi-même, je suis venue parce que j'ai été élevée dans ce pays, j'ai aimé ce pays, parce qu'il y a eu des gens qui m'ont aimée dans ce pays. Après le résultat des élections de l'année dernière, j'ai eu envie d'exploser et de dire: Merde au fascisme! Merde au racisme! Ils ne nous ont pas. Nous sommes plus forts qu'eux!»



Cécile Harnie, sénateur

La proposition de loi a été introduite le jour même de la fête de la Victoire

Lors de la fête de la Victoire, les journalistes Gérard de Sélys et Johan Anthierens ont interviewé sur scène Cécile Harnie et Anne Maesschalk. La première est sénateur indépendant — elle a quitté récemment Agalev — et avait annoncé il y a peu qu'elle allait introduire la revendication d'Objectif 479.917 sous forme de proposition de loi. Anne Maesschalk est juriste et chercheuse à l'ULB. Elle est l'auteur principal du texte de la proposition de loi de Cécile Harnie.

Gérard de Sélys: «Pourquoi cette proposition de loi et qu'est-ce qu'elle contient principalement?»

Anne Maesschalk: «La revendication de la pétition d'Objectif, pour laquelle tant de gens se sont battus et continuent à se battre, devait être concrétisée dans une loi qui prévoit l'attribution automatique de la nationalité belge après cinq ans de résidence en Belgique. Cela changerait complètement la

conception de la nationalité. Actuellement la nationalité est quelque chose qu'on doit mériter en prouvant qu'on est bien intégré à la société belge. Avec la proposition de loi, la nationalité devient un droit qu'on reçoit automatiquement après cinq ans. Johan Anthierens: «Quelle a été la motivation de Cécile Harnie pour déposer effectivement cette proposition au parlement?» Cécile Harnie: Je suis fille

d'une famille ouvrière, syndicaliste et sénateur depuis 6 ans. Depuis quelques mois, je collabore à l'initiative d'Objectif 479.917. J'ai été convaincue par le travail des milliers de militants qui sont allés avec cette pétition sur les marchés, dans les écoles, les entreprises, les grands magasins. Chaque jour qui passe me convainc un peu plus de la nécessité de cette revendication. J'ai introduit la proposition de loi aujourd'hui, le jour de notre fête de la Victoire. Tous les travailleurs doivent avoir les mêmes droits humains, quelle que soit leur origine nationale. Tout comme les femmes et les homosexuels ont toujours revendiqué des droits égaux. Quand plus d'un demi-million de citoyens de ce pays réclament aujourd'hui des droits égaux

pour les immigrés, alors nous, politiciens, devons les entendre. Johan Anthierens: Pour-tant, on ne peut pas dire que votre proposition de loi ait été applaudie par les autres partis. Pour l'instant, vous êtes seule à l'introduire. Cécile Harnie: C'est exact. Et c'est la raison pour laquelle Objectif a lancé l'action «cartes postales» en direction des parlementaires (voir page 12). Envoyez massivement ces cartes postales durant la période des fêtes. C'est pour la même raison qu'Objectif doit continuer de recueillir des signatures. Il faut une pression constante, une dynamique continue en provenance de la base. Il faudra encore pas mal de temps avant que nous parvenions à convaincre une



Cécile Harnie (à gauche) et Anne Maesschalk (à droite): «Les milliers de militants qui se sont rendus sur les marchés, dans les écoles et les entreprises, m'ont convaincue».

majorité de parlementaires de m'aider à introduire la proposition de loi et de la discuter effectivement. Johan Anthierens: Le nationalisme ressurgit dans toute l'Europe. Votre proposition ne va-t-elle pas contre l'air du temps? Cécile Harnie: C'est précisément en raison de cette situation alarmante que nous devons accorder plus de droits et une meilleure protection aux immigrés. Afin

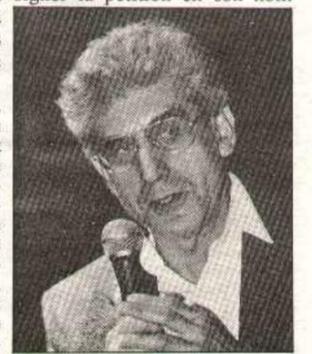
qu'on ne puisse pas en faire des cibles. Cela résoudra un grand nombre de problèmes. C'est dont nous avons besoin maintenant. Gérard de Sélys: «En quoi votre proposition lutte-t-elle contre le racisme?» Anne Maesschalk: «Elle met les Belges et les immigrés sur un pied d'égalité. Elle éliminera d'un seul coup toutes les discriminations légales dont les immigrés sont victimes actuellement.»

Bruno Vinikas:

Voici ma signature pour que vous arriviez au million!

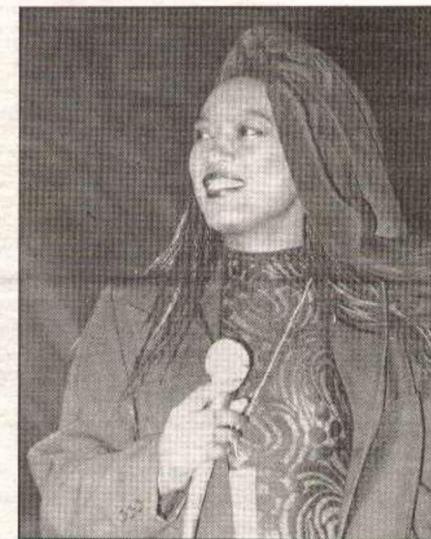
L'un des orateurs les plus enthousiasmants fut Bruno Vinikas. Ce fonctionnaire belge francophone — qui parlait un néerlandais impeccable — est l'adjoint du commissaire royal à l'Immigration, Paula D'Hondt. Son intérêt quotidien pour les problèmes des immigrés et sa connaissance des méfaits du racisme expliquent probablement sa joie pour cette fête. Bruno Vinikas a excusé Paula D'Hondt, qui était en voyage au Togo. Il a annoncé qu'il venait de signer la pétition en son nom personnel et a expliqué les raisons de cette signature.

Bruno Vinikas. Dans le rapport du commissariat royal, nous avons indiqué une pédagogie pour répondre aux préjugés sur les allocations familiales, la sécurité sociale, etc., des immigrés. Mais les simples citoyens lisent encore moins ces rapports que les politiciens. Les préjugés — y compris l'idée que certaines personnes seraient supérieures à d'autres — doivent être combattus dans la rue. Eh bien, c'est ce que vous avez fait jour après jour. C'est pourquoi je suis tellement fier de ce que vous avez réalisé: 100.000 signatures de plus que les voix de l'extrême droite. C'est une première victoire. C'est pourquoi j'ai décidé de donner ma signature aujourd'hui. Ça en fait toujours une sur la voie vers le million.



Bruno Vinikas, l'adjoint de Paula D'Hondt.

Kadja Nin Le charme africain



Kadja Nin nous a apporté le charme, la chaleur et la musique d'Afrique. Cette chanteuse burundaise, qui habite Bruxelles, a un style tout à fait unique: paroles en swahili, sur un mélange de rock, de salsa et de «world-music». Récemment, elle a pris l'initiative d'un enregistrement au profit des enfants de Somalie. Kadja Nin savait pourquoi elle chantait à cette fête: il y a eu, elle a dû renvoyer son jeune fils au Burundi, par crainte du climat raciste dans notre pays.

Anne Morelli, historienne Le «vrai» Belge n'existe pas

Anne Morelli, historienne à l'ULB et auteur d'une «Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique de la préhistoire à nos jours», s'est attachée à relativiser l'idée que l'immigration serait un «phénomène nouveau». Anne Morelli. L'immigration fait partie de l'histoire de l'humanité dès son origine. Ceux qu'on appelle des «Belges» sont le fruit de vagues d'immigration qui se sont croisées ici et dont la première date d'il y a 7000 ans et était constituée d'agriculteurs venus de l'actuelle Hongrie. Aujourd'hui, personne ne peut prétendre être d'une race pure. La notion de nationalité a toujours été une notion très vague dans nos régions, soumises à diverses dominations et dont les frontières étaient floues et perméables. Quand la Belgique a été fondée, en 1830, le problème se posa déjà de savoir qui était belge. En effet, en l'espace de quelques années, nous avons connu un régime français, puis hollandais, puis «belge». Aussi la constitution décréta-t-elle, dans son article 133, qu'étaient Belges tous ceux qui vivaient sur le territoire depuis 15 ans. Pourquoi le gouvernement et les politiciens refusent-ils aujourd'hui, à des travailleurs qu'ils ont eux-mêmes fait venir ici, ce que la constitution prévoyait déjà en 1830? La proposition de loi de Cécile Harnie n'est pas du tout «révolutionnaire». Elle s'inscrit dans une tradition belge. Elle adhère au principe en vigueur depuis longtemps aux Etats-Unis et au Canada, sans que cela constitue de problème dans ces pays. Le vrai Belge n'existe pas. Tout comme n'existe pas le vrai Flamand ni le vrai Wallon. Nous sommes tous venus d'ailleurs. Personne parmi nous n'a été tricoté «pure laine».



Une pléiade d'antifascistes et d'antiracistes

Syndicalistes

Je n'ai plus peur de parler du racisme

Le délégué de Cockerill-Sambre (Charleroi) parlait de la nécessité et de la possibilité de mener le combat contre le racisme et le fascisme au sein des entreprises et des syndicats.



Marc Van Campen, délégué CSC à Cockerill-Sambre, Charleroi

«Notre délégation syndicale a soutenu la pétition. Lors du congrès de la CSC de Charleroi, j'ai pu faire une intervention contre le racisme et le fascisme. Elle a été retenue, comme position officielle du syndicat, dans les actes du Congrès. Le bureau de la CNE (la centrale chrétienne des employés) a signé collectivement la pétition et a appelé à la diffusion. La délégation d'une autre entreprise métallurgique, Fafer, a fait signer la pétition dans son usine. Parfois, il y a des réactions contraires, mais elles sont minoritaires. Nous avons pu compter sur les permanents pour y répondre. Je reconnais que moi-même j'ai eu peur, jadis, de parler du racisme à l'usine. Maintenant j'ai compris que je me trompais. Chaque fois que je me faisais contredire, il y avait d'autres travailleurs pour me soutenir. Ne pas parler du racisme est une erreur. Cela signifie qu'on plie devant la menace du Vlaams Blok, du Front National ou d'Agir. «Oser lutter, oser vaincre» tel doit être notre slogan contre le racisme et le fascisme.»

Où restent nos Grands Dirigeants inquiétés?

«Ces dernières années, les militants progressistes ont dû noter certaines dates qui resteront gravées dans notre mémoire. Le 25 février 1990, les Sandinistes ont perdu leur majorité au Nicaragua. Leur projet de démocratie populaire a été rapidement détruit avec l'aide des Etats-Unis. Le peuple nicaraguayen est à nouveau la proie du capitalisme sauvage. Le 24 novembre 1991, la Belgique a connu le fameux dimanche noir. Objectif 479.917 est l'une des initiatives merveilleuses par lesquelles les militants de base ont réagi. On aurait pu s'attendre à ce que tous ces politiciens inquiétés et autres grands leaders de divers mouvements sociaux se lancent corps et âme dans la campagne d'Objectif. Espoir vain. Dans le meilleur des cas, en en cela ils méritent notre estime, ils ont apposé leur signature. Mais, après la grande inquiétude du 24 novembre, n'aurait-on pas dû s'attendre à ce que la totalité des organisations sociales de ce pays se mobilisent? Heureusement, Objectif est devenu une victoire grandiose de la base. Peut-être cette campagne aura-t-elle donné un coup de pied à la conscience de certains Grands Dirigeants qui ont pour principe de croire que c'est toujours leur base qui tirera les marrons du feu. Cela ne les empêche pas de discourir à intervalles réguliers sur le thème de la solidarité. A certains moments, on croirait cependant qu'ils ont oublié depuis longtemps la signification de ce mot. Je suis fier que le Limbourg ait été à l'avant-garde dans la campagne Objectif. Nous sommes restés fidèles à la réputation d'après guerre, qui a surtout été battue les mineurs depuis les événements tragiques de Zwartberg. Depuis lors dans toutes les luttes sociales au Limbourg on a eu un grand réconfort de constater que Belges et immigrés ont toujours luté côte à côte. Aujourd'hui, grâce à vos efforts incroyables, Objectif a obtenu une victoire éclatante. Ne nous arrêtons pas là! La lutte contre la peste brune est loin d'être gagnée. Dès demain, nous devons lutter avec une force redoublée pour démasquer et combattre les Vlaams Blok, vrais ou camouflés. Que la foi dans la véritable solidarité, que le lien qui unit tous ceux qui sont exploités par le système capitaliste, quelle que soit leur race ou leur couleur, demeurent notre motivation. BELGES ET IMMIGRÉS, MÊME COMBAT!»



Guust Haverbeke, secrétaire-général de la CGSP-Limbourg

Artistes

Willem Vermandere



Willem Vermandere est le chanteur flamand qui a été attaqué par les fascistes du Vlaams Blok et d'Assault le 11 juillet dernier lors de la fête de la Communauté Flamande à la Grande Place de Bruxelles. La raison? Il y chantait sa magnifique chanson qui plaide ainsi dans son refrain pour des frontières ouvertes: «Tous les enfants de Mère Terre, sur charango et machamalang, frappent et chantent à notre porte: ouvrez, peureux homme blanc». La foule à la fête d'Objectif l'a accueilli avec un tonnerre d'applaudissements.

Jeunes

Rebelle



Rebelle, le mouvement de jeunes du PTB, fut l'une des locomotives de la campagne Objectif. Quelques membres de Rebelle ont pourtant encore trouvé le temps de préparer et de présenter, pendant la Fête de la Victoire, une pièce chorégraphique, musicale et poétique. Line et Marthe assurèrent la régie, Stijn était aux percussions, Omar et Jera avaient écrit les textes. Ce fut une belle prestation, quasi-professionnelle, de l'avis de nombreux spectateurs. Habillés de tuniques noires, les visages maquillés, les «rebelle» ont exprimé au moyen de gestes sobres et stylés comment le racisme, le fascisme et le capitalisme conduisent à la mort et à la misère. A propos des cinq meurtres racistes qui ont été perpétrés l'an dernier à Bruxelles, ils ont récité ces paroles: «Votre mort ne sera pas perdue dans un monde d'injustice où des gens honnêtes continuent de combattre... objectivement». Puis, alors que le rythme s'accélérait et que la salle frappait des mains, on illustra la marche en avant de l'armée des signataires d'Objectif ainsi que les actions de Rebelle pour l'égalité et la solidarité avec l'Intifadah. Omar ramena le calme, avec son magnifique poème «Ne pleure pas, frère noir». Enfin, les danseurs revinrent sur le podium, déguisés en équipe de collage nocturne. Et en quelques instants, ils réalisèrent le «bouquet final»: un immense graffiti «Droits égaux, maintenant!»

Politiciens

Les exclus de l'économie de marché

«Lors des élections de l'année passée, on a pu se rendre compte, dans notre pays aussi, de l'ampleur du manque de confiance en la démocratie. Le mur entre l'Est et l'Ouest vient à peine d'être abattu au nom de la démocratie, que cette dernière tremble déjà sur ses fondements, surtout du côté occidental de l'ancienne ligne de démarcation. Nous devons avoir la volonté de déceler pourquoi tant de gens, devenus amers ou cyniques, n'y croient plus. Ces dernières années, le système démocratique réussit de moins en moins à combattre l'exclusion d'un quart de la population. Ces nouveaux damnés ressentent dans leur chair les dures limites du marché libre. Les dernières élections aux Etats-Unis le confirment. Elles font entendre le cri, l'appel des citoyens qui demandent à leur Etat honni d'être mieux protégé contre la maladie, contre le chômage, contre la misère. Ce système s'avère tout aussi incapable de contrôler la destruction de l'environnement. Beaucoup de gens souffrent de l'excès de bruit, dans certains endroits, les femmes enceintes et les enfants en bas âge ne peuvent plus boire l'eau du robinet. Est-ce cela, la qualité de vie que la démocratie peut offrir aux gens? Le manque de contacts et la solitude d'un nombre sans cesse croissant de citoyens ne peuvent pas être résolus par des réponses matérielles. Des réseaux nouveaux et vivants, dans lesquels les gens se reconnaissent, sont d'une nécessité vitale. Le tissu d'anciennes organisations et associations dans lesquelles les gens se reconnaissent a été détruit et n'a pas encore été remplacé. C'est dans ce genre de vide que se développe l'extrême droite, qui n'offre comme réponse à la solitude des gens que le solidarisme avec son propre peuple, sa propre culture. Les gens n'ont cure de la démocratie quand ils se sentent humiliés, négligés et abandonnés.»



Magda Aelvoet, députée Agalev

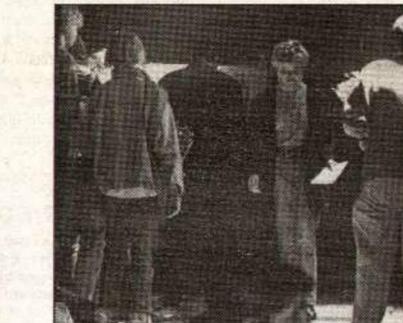
«Ne nous laissons pas intimider»

«Félicitations aux initiateurs d'Objectif et à tous ces milliers de collaborateurs qui ont permis de crier un «stop» aussi ferme au fascisme. Cent mille signatures en plus: cela prouve qu'il y a encore des forces vivantes contre le racisme et l'extrême droite. On crée un climat d'angoisse. Ceux qui défendent les immigrés reçoivent des menaces via le téléphone. Des militants qui collent des affiches antiracistes sont tabassés. Mais nous nous opposerons à toute intimidation, nous ne tolérerons pas le racisme et le fascisme. Nous devons empêcher que leur violence ne devienne meurtrière comme en Allemagne. C'est la raison pour laquelle je me réjouis de la condamnation du programme en 70 points du Vlaams Blok par le Conseil flamand. Ce programme contient des mesures racistes, identiques à celles que nous avons vu s'appliquer dans les années trente. Nous ne pouvons tolérer cela. L'unité dans la lutte contre le fascisme est importante. Les partis démocratiques doivent être en mesure d'éliminer le Vlaams Blok. Ludo Martens avait raison à l'instant de dire que nous ne sommes qu'au début du combat. Mais nous pouvons vaincre. C'est ce que vous avez prouvé.»



Jef Smeckx, député SP

Une présentation soignée et engagée



Le journaliste RTBF Gérard de Selys (à droite) ainsi que les présentateurs BRT Andrea Croonenberghs (à gauche) et Ben Crabbé ont dirigé le meeting d'une main de maître. Pendant toute la soirée ils ont fourni la preuve de leur engagement pour la cause de l'antiracisme. Ben Crabbé est même parvenu à obtenir de la salle — pourtant surchauffée — deux minutes de silence à la mémoire des trois femmes turques assassinées la veille par les néo-nazis allemands. Le bilinguisme était de rigueur. Même les chanteurs francophones — Victor Lazlo, Strella et Kadja Nin — ont salué le public en néerlandais. Vraiment, l'ambiance de cette fête contrastait vivement avec la haine nationaliste et l'étroitesse d'esprit que le Vlaams Blok sème dans la métropole portuaire.



Ludo Martens, président du PTB, campagne de toutes ses forces, sur base de ses convictions communistes. D'autres l'ont fait à partir de leurs convictions chrétiennes, humanitaires, démocratiques, socialistes ou écologistes. Un respect mutuel s'est développé. Nous apportons notre contribution afin de préserver cette unité et de la renforcer.»

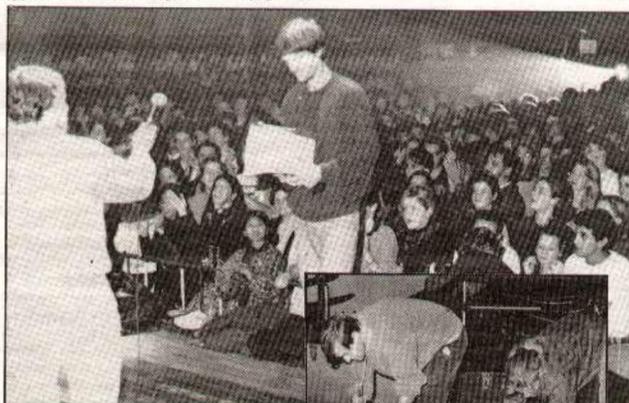
Une unité antiraciste comme on n'en a jamais vue

Le président du Parti du Travail de Belgique a souligné quatre points dans son discours: 1° Le lien entre la percée du fascisme en Europe occidentale et la virulente campagne anticomuniste qui a accompagné l'effondrement des régimes socialistes déjà malades en Europe de l'Est. «Depuis lors, nous savons que la chute du mur de Berlin ne signifiait nullement une ouverture à la démocratie. Elle a donné le signal de la renaissance du fascisme et de l'expansionnisme allemands». 2° Le lien entre la renaissance du fascisme et la crise du système capitaliste mondial. «Une partie de la bourgeoisie pense à nouveau à l'option de la terreur ouverte pour maintenir sa domination. C'est pourquoi elle relance les groupes fascistes. Le racisme est un entraînement dans l'exercice de la terreur contre des gens sans défense. Le racisme apprend à tuer. Le racisme prépare la guerre». 3° La revendication d'Objectif est une revendication démocratique élémentaire. «Les gens d'origine étrangère sont chaque jour victimes de tracasseries, discriminations, racisme, violence, terreur. Ils doivent disposer du droit humain élémentaire de se défendre politiquement, ce qui ne leur est possible que s'ils disposent de droits politiques et sociaux intégraux». 4° La campagne réussie d'Objectif a conduit à un mouvement unifié sans précédent contre le racisme et le fascisme et pour une revendication positive et claire. «Le PTB a soutenu cette



Ludo Martens, président du PTB

campagne de toutes ses forces, sur base de ses convictions communistes. D'autres l'ont fait à partir de leurs convictions chrétiennes, humanitaires, démocratiques, socialistes ou écologistes. Un respect mutuel s'est développé. Nous apportons notre contribution afin de préserver cette unité et de la renforcer.»



Peter Jansen apporte les 25.000 signatures des derniers jours. A l'avant plan, les 557.000 comptés précédemment.

Chiro

Des membres des «Chiro» (les «patros» flamands) ont présenté une pièce sur le thème «Nous voulons que tout le monde soit égal» et «Le monde entier peut être sauvé si tu fais un pas». «Chirojeugd Vlaanderen» a appelé ses sections locales et ses membres à participer à Objectif 479.917. Le thème de l'égalité des droits restera au programme de leurs activités l'an prochain.



Rejeter la barbarie

«Toutes nos félicitations pour votre réalisation fantastique! Cet événement historique exprime la volonté des gens simples et honnêtes de défendre notre communauté humaine. C'est un rejet catégorique des tendances à la barbarie. J'espère que vous saurez conserver cette unité, car le sectarisme et la division ne peuvent que nous faire reculer. Je souhaite que les gens de «Blokbusters» soutiennent «Objectif», puisqu'ils luttent pour la même cause. Le combat ne fait que commencer. Chaque jour on assassine des immigrés en Allemagne, récemment on a tué une femme d'origine dominicaine en Espagne et un réfugié Ghanéen à Londres. Les agitateurs fascistes se font entendre en Autriche, en Italie et en France. Même la Suisse et la Suède sont contaminées par cette maladie sociale européenne. Avec 16 millions de chômeurs dans la Communauté Européenne et 20 millions dans la zone OCDE, avec l'économie capitaliste qui se restructure et avec les nouvelles technologies, le terrain des fascistes ne fera que grandir encore. Il faut à tout prix diminuer les temps de travail, afin qu'il y ait plus de temps pour la détente et la créativité. En avant vers l'objectif 1 million!»



Linton Kwesi Johnson

Ensuite Linton a récité quelques poèmes. La salle donnait le rythme en frappant dans les mains. L'un des poèmes était consacré à l'attentat raciste à la bombe incendiaire, perpétré en 1981 en Grande Bretagne pendant une fête de jeunes noirs; un autre poème parlait de la révolte de Brixton, qui éclata quelques mois plus tard.

Solidaire: chaque semaine de l'antifascisme de première qualité!

Ce journal a fait battre un peu plus vite votre cœur antifasciste? A-t-il assouvi votre soif d'analyses et d'informations antifascistes? Sachez alors que Solidaire est de ce niveau-là chaque semaine. Vous voulez vous en convaincre? Alors demandez tout de suite qu'on vous envoie gratuitement et sans obligation, cinq numéros gratuits. Il suffit pour cela de remplir la souche ci-dessous.

Au sommaire de nos prochains numéros: * Le discours de Sisa Ngombane, représentant de l'ANC en Belgique, à la fête d'Objectif: «Le racisme est un cancer social» * Le message présenté, lors de la même fête, par Jita Duhfurdh, éco-socialiste allemande, ex-membre de la direction des Grünen: «Le racisme renait chaque fois que l'Allemagne veut devenir une grande puissance». * Une série d'articles de Norbert Van Overloop, à propos du programme en 70 points du Vlaams Blok et de ses mensonges sur «le coût de l'immigration».

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique - PTB
Découpez ce bon et renvoyez-le à Solidaire-Promotion, Bd Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles

Gratuit

Abonnement à l'essai

Nom:
Adresse:
Commune:
Code postal:
Age:
Entreprise/Ecole:

Où Désire recevoir gratuitement et sans engagement un abonnement à l'essai à Solidaire (5 numéros)
Demande d'abonnement
Où Désire s'abonner tout de suite (voir les conditions en p.2)
Prière de m'envoyer les formulaires nécessaires. 816

Adresses de contact du Parti du Travail de Belgique (PTB)

- Secrétariat national. Bd M. Lemonnier 171, boîte 2, 1000 Bruxelles 02 5137760 ■ Secrétariat national Rebelle. Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles 02 5131095 ■ Anvers. Mutsaertstraat 21, 2000 Antwerpen 03 2252893 ■ Bruges. Ezerstraat 36, 8000 Brugge 050 334207 ■ Bruxelles. Bd M. Lemonnier 171 boîte 2, 1000 Bruxelles 02 5137760 ■ Charleroi. BP 1692, 6000 Charleroi. ■ Courtrai. Veldstraat 214, 8500 Kortrijk 056 217530 ■ Dourne. Sint-Rochusstraat 59, 2100 Dourne 03 323027 ■ Gand. Zondermastraat 50, 9000 Gent 091 243901 ■ Genk. Keirkestraat 5, bus 12, 3600 Genk 089 362890 ■ Hasselt. Waterlooleestraat 32, 3500 Hasselt, 011 210311 ■ Herstal. Rue de l'Economie 34, 4040 Herstal 041 647333 ■ Hoboken. Oudestraat 37, 2660 Hoboken 03 8280243 ■ Liège. Chaussée des Prés 19, 4020 Liège 041 439700 ■ Louvain. Naamsestraat 178 boîte 4, 3000 Leuven 016 239430 ■ Malines. Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen 015 420666 ■ St-Niklaas. Moerlandsstraat 7, 9100 St-Niklaas 03 771588 ■ Seraing. Rue Camille Lemonnier 112, 4100 Seraing 041 377041 ■ Turnhout. Patrijzenstraat 22, 2300 Geel 014 586724 ■ Vilvorde. Spiegelstraat 15, 1800 Vilvoorde 02 2518869 ■ Zelzate. Groenplein 19, 9060 Zelzate. 091 449244

**OBJECTIF
479.917**

En avant vers le million



«Et après le 24 novembre ? Faut-il continuer avec la pétition?» Voilà la question que se posent les collaborateurs d'Objectif. Nous l'avons posée pour eux au secrétariat national d'Objectif 479.917. Celui-ci nous a donné six très bons arguments pour continuer jusqu'au million de signatures. Nous présentons également quelques autres initiatives importantes dans le cadre de la campagne "Objectif".

C'est possible:

1. Il reste une foule de signataires potentiels

Il a fallu quelque 2 millions de discussions pour obtenir 582.000 signatures. C'est un résultat remarquable. Mais cela signifie aussi qu'il reste probablement quelque 4 millions de personnes qui n'ont pas été abordées. Beaucoup de comités locaux, dans des petites villes et des villages, comme celui de Saint Vith, ont seulement commencé leur travail.

2. De plus en plus d'organisations soutiennent Objectif 479.917

On compte déjà 66 organisations, en particulier de grands mouvements de jeunesse catholiques. Elles représentent une base gigantesque, dispersée dans tout le pays. La pétition connaît beaucoup de succès parmi les jeunes, mais la plupart des écoles n'ont pourtant pas encore été touchées. Les organisations de jeunesse pourraient se fixer pour but de faire circuler la pétition dans toutes les écoles du pays.

3. Des centaines d'étudiants actifs

Aux universités, la pétition a connu un grand succès. Un étudiant sur trois l'a signée. Maintenant, les étudiants pourraient, à leur tour, créer des comités locaux d'Objectif, pour aider à endiguer la montée du racisme dans d'autres couches de la population.

C'est nécessaire:

4. La revendication doit devenir loi

Continuer avec la pétition, c'est le meilleur moyen de pression en direction du monde politique. Le projet de loi qui est déposé, mettra la question des droits égaux à l'agenda politique. Mais la victoire ne sera acquise que le jour où la revendication sera effectivement devenue loi. L'une des conditions absolues pour y arriver, c'est que la force et l'ampleur du mouvement de base pour les droits égaux grandisse encore.

5. Conquérir les quartiers populaires et les entreprises

Dans les grands centres urbains, la plupart des progressistes ont déjà signé la pétition (bien que... 100 personnes ont encore signé lors de la fête de la victoire!). Mais la pétition doit aussi être une arme pour faire refluer le racisme et la base de masse de l'extrême droite. Des succès ont déjà été remportés, par exemple dans la commune ouvrière d'Hoboken. Détruire les préjugés bourgeois et la démagogie des fascistes, cela prend du temps. Il faut parfois deux ou trois discussions pour convaincre quelqu'un. Mais chacune de ces signatures-là vaut de l'or!

6. Front uni pour les droits égaux

La pétition est le squelette sur lequel va se construire un large front uni contre le racisme et le fascisme et pour l'égalité des droits politiques et sociaux. 600.000 personnes, 12.000 collaborateurs, 1.500 personnalités, venus de tous les horizons, se sont unis autour de la revendication concrète de la pétition. Contrairement à d'autres mouvements, Objectif n'a pas plié sous la pression de l'extrême droite et n'a pas fait de concessions aux partis bourgeois. Ce n'est pas un plate-forme vague, ce ne sont pas des mots creux sur la démocratie et la tolérance, mais c'est la revendication précise de l'égalité des droits qui unit ces milliers d'antiracistes. Il faut continuer la pétition pour renforcer ce front uni.



Les doubles cartes postales contre le racisme et pour les droits égaux — décorées d'une peinture de Roger Somville ou d'un dessin de Gal — ont une triple fonction: une belle carte de vœux, un moyen de pression sur les parlementaires et une forme de soutien financier à Objectif.

Encore des actions, encore du matériel pour les droits égaux

➤ Action «cartes postales» pour soutenir la proposition de loi

Le célèbre peintre Roger Somville et le dessinateur Gal ont réalisé quatre magnifiques «doubles cartes postales». La première partie peut être envoyée à vos amis. L'autre volet est destiné à un parlementaire (adresse: Maison des Parlementaires, Palais de la nation, 1000 Bruxelles. Il faut que les députés se souviennent chaque jour de cette proposition de loi. Prix: 50 frs. par carte duo, 200 frs les quatre.

➤ Le logo de la fête d'Objectif sous forme d'autocollant, d'affiche et de badge.

Il faut que ce logo soit visible partout, jusqu'à ce que la loi soit votée. Nous affichons la couleur!

➤ Trois week-end d'action pour les droits égaux, les 19 et 21 mars, les 7 et 9 mai, les 17, 18 et 19 septembre 1993.

Aidez-nous à conquérir les quartiers populaires. Inscrivez-vous pour vous rendre en groupe dans les petites villes et communes.

➤ Deux journées de formation, le 30 janvier et le 23 octobre

Il faut un travail de conscientisation en profondeur. Pour cela, il faut d'abord que nous soyons nous-mêmes bien formés. De nombreux professeurs et autres spécialistes sont membres du comité de parrainage d'Objectif 479.917. Ils pourront, à partir de leur point de vue spécifique, préparer des exposés et des discussions intéressants.

➤ Devenez membre d'Objectif et abonnez-vous au bulletin trimestriel.

Le premier numéro de ce bulletin paraîtra en février 1993. Il présentera tout d'abord du matériel d'étude et de discussion. Il y aura aussi des annonces d'activités nationales et régionales, ainsi que des comptes rendus.

Les finances d'Objectif: grâce au soutien de milliers d'antiracistes

Une campagne comme celle d'Objectif coûte bien entendu beaucoup d'argent. Son financement n'est possible que grâce aux cotisations de milliers de collecteurs et de sympathisants. Nous avons pu constater que les progressistes sont prêts à donner de l'argent pour ce projet: grâce à un mailing et, surtout, grâce aux collectes en rue (en faisant signer la pétition) Objectif a pu recueillir 1.473.472 francs. Cela a presque suffi à couvrir les frais de fonctionnement de la première année.

La fête de la victoire du 24 novembre a réuni 3.700 personnes. Les présentateurs et les artistes ont seulement demandé un petit dédommagement pour leurs frais. Des dizaines de volontaires ont travaillé gratuitement à l'organisation de la soirée. La promotion, la location du matériel et les achats de boissons et de nourriture se sont élevés à 677.190 francs. Les recettes ont été de 957.768 francs. On a donc fait un bénéfice de 280.578 francs, qui couvriront le reste des frais de 1992.

Mais le 24 novembre a aussi apporté la preuve qu'Objectif est réellement porté par les masses et qu'il faut donc poursuivre. Et cela va de nouveau coûter de l'argent.

Financez une journée de travail d'Objectif en 1993

Pour 1993, il nous faut certainement à nouveau un million pour couvrir les frais:
- 350.000 frs de secrétariat: location, téléphone, énergie, photocopies, matériel de bureau, frais d'envoi...

- 300.000 frs de matériel et de frais d'organisation pour les actions

- 350.000 frs de frais d'impression: bulletin, tracts, affiches,...

Chacune des 365 journées de 1993 nous coûtera 2.743 francs. Comment faire? Nous cherchons 365 personnes qui financeront chacune une journée de travail d'Objectif. Cela peut se faire par un ordre permanent de 12 mensualités 229 francs.

Malgré le bruit et la cohue, 51 volontaires ont déjà été trouvés lors de la fête. Cela représente déjà 139.740 francs.

Vous aussi, payez une journée de travail d'Objectif. Pour que nous puissions continuer. Remplissez la souche ci-dessous et déposez-la à votre banque.

Ordre permanent

Je soussigné,

Nom:

Prénom:

Rue:.....N°:.....

Code postal:.....Commune:

Compte N°:

donne l'ordre de verser mensuellement, du 1/1/93 au 1/12/93 (12 fois), le montant de 229 (deux cent vingt-neuf) FB sur le compte n° 001-2479917-91 d'Objectif, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

Date:

Signature:

Vlaams Blok: des meurtres à la hache

Le Vlaams Blok est un parti nazi, il poursuit le travail des formations fascistes qui, en 1940-1945, ont collaboré avec l'occupant allemand. Nazisme et fascisme sont responsables de la Seconde Guerre mondiale: leurs guerres d'agression meurtrières et la terreur barbare ont alors causé la mort de cinquante millions de personnes. Après cette expérience sanglante, toutes les forces progressistes ont exigé, en 1945, que les organisations fascistes et néo-nazies soient définitivement interdites et qu'on intervienne de manière draconienne contre toute tentative de recréer des groupes fascistes. Mais dans le climat de guerre froide, les partis bourgeois, poussés par leur obsession anticommuniste, ont permis, dans les années 45-55, que de nouveaux noyaux fascistes se réorganisent en toute légalité. On en voit les conséquences aujourd'hui.

L'excellent ouvrage de Jos Vander Velpen, *Daar komen ze aangemarcheerd*, montre comment, dans toute l'Europe, une partie de la grande bourgeoisie accorde à nouveau son soutien à des groupes fascistes et à leur politique qui conduit à la terreur et à la guerre. Dans la situation actuelle, la ma-

ils créent un climat de terreur contre les cibles les plus «faciles»: les immigrés. Ils attisent leurs partisans, d'une manière irrationnelle, aveugle, hystérique. Tout le monde sait que cela débouchera sur des meurtres. L'Allemagne n'en est pas loin. Mais il faut aussi remarquer que le climat de terreur n'est pas

préparation de ses actes de terreur, tandis que Dillen tente de rassurer les naïfs en affirmant: «*Nous sommes contre toute violence*». Mais quand le même Dillen fait l'apologie de Pavelic, la vraie position, les intentions réelles du Blok apparaissent en toute lumière. Ce nom ne vous dit rien?

En 1941, la Yougoslavie fut envahie et dépecée par Hitler et Mussolini. Allemands et Italiens se partagèrent la Slovénie et la Dalmatie: le nord du pays, la Voïvodine, fut cédée à la Hongrie, le sud (Kosovo) à l'Albanie, la Macédoine à la Bulgarie. Avec la Croatie, la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine et le Srem fut formé un Etat fasciste satellite, dit Etat indépendant de Croatie. A sa tête fut placé Ante Pavelic, chef

culte d'un des assassins les plus cruels d'entre les nazis. Dans son ouvrage, Vander Velpen cite aussi le commentaire suivant de Dillen à propos de Pavelic: «*L'historiographie officielle a fait de Pavelic un monstre historique et un diable barbare. Rien n'est moins vrai. Personne n'a le droit de contester qu'Ante Pavelic a été mû par un amour passionné pour son peuple*» (*Daar komen ze aangemarcheerd*, p.172). Le nom de Pavelic ne dit rien au Belge moyen. Mais Dillen confirme ici qu'il connaît très bien ce que l'«historiographie officielle» dit de Pavelic. Il sait que Pavelic est décrit comme un «monstre historique». Et Dillen a le toupet de prétendre que les crimes indescriptibles, monstrueux de ce bourreau

«Creusez vos tombes!»

«Le 28 avril 1941, en pleine nuit, quelques centaines d'Oustachis encerclent les villages serbes de Gudovac, Tuke, Brezovac, Klokocevac et Bolac, dans le district de Bjelovar. Ils arrêtent 250 paysans, parmi lesquels on cite le pope Bozin et l'instituteur Stevan Ivankovitch. Les femmes sanglotaient, car elles avaient compris pourquoi on ordonnait aux villageois de prendre des pelles et des pioches. Leur colonne, encadrée d'Oustachis, sortit lentement du village et s'arrêta devant un champ.

- Creusez votre tombe!
L'impuissance, la résignation de ces malheureux étaient telles qu'ils obéirent. On leur lia les mains dans le dos avec du fil de fer, avant de les précipiter et de les enterrer vivants dans le fossé profond qu'il avaient dû ouvrir eux-mêmes... La même nuit, près de Vukovar, sur les bords du Danube, d'autres Oustachis égorgèrent encore 180 Serbes et jetèrent leurs cadavres dans le fleuve...»

«Dans la ville d'Otocac, l'officier oustachi Ivan Sajfer, arrêta le pope, qui était député serbe, Branko Dobrosavljevitch, en compagnie de son fils et de 331 autres Serbes. Pour demeurer fidèles à une technique déjà éprouvée, le criminel fit creuser leur tombe à ses victimes, leur lia les mains dans le dos et les fit exécuter à la hache. Le pope et son fils furent suppliciés les derniers, avec cet atroce raffinement que l'enfant fut coupé en morceaux devant son père qu'on obligeait à réciter les prières des agonisants. Et à peine l'enfant eut-il rendu le dernier soupir, que les brutes se jetèrent sur le père, lui arrachèrent les cheveux, la barbe et la peau, lui crevèrent les yeux pour ne l'achever qu'après l'avoir torturé lourdement.»(1)

Le camp de Jasenovac

«Dans le camp de Jasenovac, cet enfer terrestre, plus de 200.000 personnes, hommes, femmes et enfants, ont trouvé la mort. C'était le camp le plus sinistre. Dusan Malinovic, Serbe, rescapé de ce camp, en rapporte l'horreur: «Le Frère Filipovic, chef du camp, organisateur d'effroyables massacres dans plusieurs villages des environs de Banja-Luka, se rendait journallement dans les geôles, où il égorgait les femmes et les enfants. Avec ses aides, il abattait aussi ses victimes à coups de hache. Les malheureux mourraient dans les plus horribles souffrances.»(2)

«Une des spécialités du camp était l'égorgeage en série. On la pratiquait au moyen d'un couteau spécial, de la marque «Graviso». Imaginez une sorte de drague recourbée à son extrémité et fixée sur un «poignet-de-force» que le bourreau se laçait sur l'avant-bras. Armé de cet instrument terrible, l'égorgeur se faisait présenter par un aide la tête renversée de sa victime, et le cou bien tendu était tranché comme au rasoir. De temps en temps, les dirigeants du camp organisaient des «concours du meilleur égorgeur...». Mais qui n'était pas égorgé, avait des chances de se voir brûler vif dans les fours de la briqueterie, sur l'emplacement de laquelle le camp de Jasenovac avait été édifié... Les fours pouvaient contenir 450 à 600 personnes. Pendant les premiers mois de 1942, les enfants — presque tous étaient des juifs — y furent brûlés en masse...»(3)

(1) Hervé Laurière, «Assassins au nom de Dieu», Editions Dufour, Paris, cité dans «Le Vatican contre l'Europe», p. 225-226.
(2) Id. p.231-232. (3) Id. p. 233.



Le Vlaams Blok dit être contre la violence. Mais en même temps, il fait l'apologie d'Ante Pavelic. «Pavelic est un des grands Européens disparus à qui nous devons tant», écrit-il. Pavelic est un des criminels de guerre les plus barbares. Il était à la tête des Oustachis, en Croatie. Sur la photo, on voit ses hommes au travail: en train de tuer leurs victimes à la hache.

ajorité de la population n'est pas encore disposée à accepter la terreur. Pour distiller ses idées au compte-goutte, le loup revêt la toison de l'agneau. La tactique est bien connue: dans les années trente et jusqu'en 1939, Hitler lui aussi a mené de grandes campagnes sous le slogan: «L'Allemagne veut la paix». Les nazis du Vlaams Blok sont maintenant dans la phase où

seulement destiné aux immigrés: des Flamands de pure race, appartenant à «notre peuple», mais qui osent protester contre la politique de haine et de violence des nazis sont aussi dans le point de mire du Vlaams Blok. Ce n'est pas un hasard si Paula D'Hondt et Jef Sleecx sont victimes, presque chaque jour, de manoeuvres d'intimidation et de menaces. Le Blok poursuit la

des fascistes croates appelés «oustachis». Pavelic est au nombre des criminels de guerre les plus barbares parmi les nazis d'Europe. Et voilà que l'organe du Vlaams Blok de mai 1992 écrit en page 11 que Pavelic «est un des grands Européens disparus à qui nous devons tant»! Alors qu'il feint d'être «contre la violence», le Blok propage, dans ses propres rangs, le

nazi ne sont «pas vrais». Dillen et le Blok défendent et protègent le dirigeant nazi qui a fait assassiner à la hache des masses de gens. Lisez les témoignages suivants et vous comprendrez quelles sont les intentions du Vlaams Blok dans un futur proche. Si vous connaissez des gens qui se sont laissés abuser par le Blok, faites-leur lire ce qui suit.



Gand

6000 contre le racisme

«Aujourd'hui, des étrangers sont assassinés à Bruxelles parce qu'ils sont étrangers et inégaux, parce qu'ils n'ont pas de droits. Aujourd'hui, à Rostock, des demandeurs d'asile sont assaillis et chassés, parce qu'ils sont étrangers et inégaux, parce qu'ils n'ont pas de droits. Aujourd'hui, à Los Angeles, à Reims, à Bruxelles, des actes de violence commis contre des immigrés sont acquittés, puisque ces derniers sont étrangers et inégaux, parce qu'ils n'ont pas de droits.» Ces paroles sont extraites du tract de Rebelle, distribué à 3.000 exemplaires dans les écoles de Gand, en guise de préparation aux deux journées d'action des 23 et 24 novembre.

Lisons la suite:

«Aujourd'hui, on ne peut plus parler en termes vagues de la démocratie et de la tolérance.

Le racisme est une arme du fascisme. Le

racisme conduit au meurtre.

Aujourd'hui, il est de notre devoir d'avancer, face au racisme et au fascisme, des revendications claires et nettes:

* Pour la solidarité et le respect de l'autre
* Egalité des droits politiques et sociaux
* Attribution automatique de la nationalité belge à tous ceux qui résident légalement en Belgique depuis cinq ans».

Le tract commente en outre quinze discriminations «légalisées» à l'égard des immigrés et propose une dizaine d'idées d'actions à réaliser dans les écoles pour bien préparer la journée de grève du 24 novembre.

Ces idées ont été mises en pratique au Gito, où 150 lycéens ont tenu une grève de deux heures, à St Bavo, où des lycéens maquillés en blanc et noir ont décoré la façade de leur école avec des calicots «Non au racisme», «Belges et immigrés, droits égaux maintenant», à St Lucas où on a accroché le calicot



«Belges et immigrés, une seule lutte, un seul front», à l'école Steiner, où les cours ont été donnés sous le signe de l'histoire du fascisme...

La manifestation dans les rues de Gand a rassemblé quelque 6.000 lycéens. Ici aussi, Rebelle et MML ont fait de leur mieux. Notre voiture-radio a été décorée de fleurs par de jeunes Turcs, qui y ont

écrit: «Le racisme tue, en Allemagne, trois jeunes Turcs ont été assassinés par les nazis. Plus jamais cela!» Des jeunes de Rebelle ont parlé dans le mégaphone pour la première fois et on a encore récolté 800 signatures pour Objectif 479.917.

Nous avons vendu au moins 100 colis antiracistes et récolté 13.000 frs de sou-

lien grâce à la vente de nos autocollants «Nie Wieder fascismus» et de nos badges «Belges et Immigrés, droits égaux». Cette semaine d'action a donné à notre mouvement un sérieux coup d'accélérateur et nous nous attelons dès maintenant à l'organisation de Rock against Racism au Vooruit à Gand, le 27 février.

Anvers

Violents?

Un groupe de manifestants s'est rendu au café «De Leeuw van Vlaanderen», point de repère de l'extrême droite, où ils ont causé des dégâts. En cours de route, des vitrines ont été brisées. Le soir, des jeunes immigrés se sont groupés à proximité de la salle «Hof-ter-Lo» à Borgerhout, où le Vlaams Blok tenait une «convention nationaliste». Finalement, la police les a dispersés. Durant l'été dernier, pendant les concerts de carillon dans le centre d'Anvers, les jeunes antiracistes avaient déjà attaqué ce café, répondant à des provocations des fascistes. Les jeunes, surtout les jeunes immigrés, n'acceptent plus les campagnes de haine et la terreur du Vlaams Blok. Les congrès tels que celui du Vlaams Blok et les lieux de réunion comme le café «De Leeuw van Vlaanderen» constituent une menace permanente contre laquelle ils s'insurgent. Au meeting tenu par le Vlaams Blok le 24 novembre, W. Verreycken disait à ses comparses à propos de «l'insulte de fasciste»: «Vous la considérez comme un titre d'honneur». Et De Winter appelait à la guerre: «Nous sommes les soldats de la révolution de droite. Le Général Patton disait un jour: «On ne gagne pas une guerre en mourant pour la patrie, mais en écrasant l'ennemi»... Nous ne voulons avoir une mort glorieuse, nous voulons marcher droit vers le but, vers la victoire...». Dans Solidaire, nous avons déjà relaté à plusieurs reprises les actes de violence organisés par Verreycken et sa bande: ils organisent la terreur surtout à l'université (UFSIA) où les jeunes progressistes et antiracistes font constamment l'objet de menaces physiques. Certains jeunes Marocains reçoivent des lettres de menace de fascistes. Il y a deux semaines, Chris Berden, qui participait à une équipe de collègues antiracistes à Berchem (Anvers), a été agressé par une équipe de gorilles du Vlaams Blok. Il en gardera une lésion au crâne.

Un cas encore plus grave, c'est l'affaire Xavier Buisseret, ancien Führer du Vlaamse Militanten Orde (VMO) et actuellement chef du Vlaams Blok à An-

vers. Buisseret a agressé en février 1990 trois jeunes Marocains. Le dossier judiciaire contenait des preuves importantes et évidentes à sa charge. Il a été néanmoins acquitté par la Cour d'appel d'Anvers en juin dernier. La Cour n'avait accordé aucune foi aux déclarations des jeunes Marocains. Faut-il demander dès lors à ces jeunes de croire que notre «démocratie» les protégera contre la violence de l'extrême droite? Faut-il attendre qu'ils subissent le sort des immigrés en Allemagne où deux femmes et une fillette de 10 ans, toutes trois turques, ont trouvé la mort le week-end dernier dans l'incendie de leur maison provoquée par des racistes? Le «Leeuw van Vlaanderen» est un symbole à Anvers de cette terreur fasciste. Il n'y a qu'une réponse: fermer le café, bannir le fascisme de la ville, interdire le Vlaams Blok.

Les brutalités de la police n'obtiennent jamais les titres de la presse

Pendant la manifestation, la colère des jeunes immigrés s'est surtout dirigée contre la police, particulièrement agressive à leur égard. Il est utile de rappeler certains faits à ce propos. Il y a quelques années, le bourgmestre Cools avait interdit une manifestation du Vlaams Blok sur la Grand-Place. Mais les fascistes avaient rompu le cordon des policiers et De Winter était parvenu à haranguer ses troupes à partir du combi de la police. Les antiracistes, quant à eux, n'avaient pas reçu l'autorisation de manifester ce jour-là et ils avaient dû se limiter à une promenade sur les trottoirs. Ce fait illustre bien les rapports entre le Vlaams Blok et la police, d'une part, et les immigrés et antiracistes, d'autre part. Depuis lors, l'infiltration fasciste au sein de la police anversoise n'a fait qu'augmenter. Les tracasseries journalières et les contrôles effectués par la police et la gendarmerie sont connus. Beaucoup de lecteurs se souviendront qu'en avril dernier, une action a été menée à Borgerhout pour protester contre l'attitude des forces de l'ordre à l'égard des immigrés. Y a-t-il un changement depuis lors? Deux faits qui ont été relatés dans la presse. En juin,

deux fêtes étaient organisées un même soir. L'une se déroulait dans la maison de jeunes De Cluyts à Borgerhout, l'autre était organisée par «Vreemd maar Vriend» (étranger mais ami) dans la salle Kielpark. Il s'agissait dans les deux cas d'un festival de musique arabe et de danse populaire turque, événements joyeux et bien organisés. Les participants étaient des jeunes, des femmes, des enfants. Les deux fêtes ont été arrêtées par la police anversoise, suite à «des plaintes de voisins». La première à 18h30! L'autre à 1 heure de la nuit, bien que la salle fût quelque peu à l'écart des habitations et qu'en face la musique d'une discothèque résonnait dans la rue. La police a effectué ces deux interventions avec un déploiement de forces scandaleux.

Deuxième fait: fin mai, les journaux ont parlé de «bagarres d'immigrés» dans le quartier de la gare à Anvers. Un comité de Marocains a invité les journalistes pour les informer sur la véritable teneur des événements. Trois jeunes immigrés avaient été brutalisés sans aucune raison par la police. Un jeune mineur avait été mordu par un chien de la police. Le rapport médical mentionnait: «deux morsures au thorax». «Ces jeunes n'avaient rien à voir avec l'incident (...). Ils ont uniquement été mêlés à cette histoire à cause du comportement agressif et raciste de quelques agents de police. Ces hostilités doivent cesser, sinon il y aura vraiment des problèmes», déclare le comité (1). Ces brutalités n'ont pas obtenu les titres des journaux, seulement de petites annonces. Faut-il dès lors s'étonner si les jeunes sont en colère contre la police? Il faut écarter tous les éléments fascistes au sein de l'appareil policier.

Un meilleur enseignement et davantage de maisons de jeunes: pour quand?

Dans leur colère à cause des humiliations et des tracasseries journalières, dans leur enthousiasme de lutter avec toute la jeunesse anversoise pour l'égalité des droits, un certain nombre de jeunes ont choisi une mauvaise cible. Mais à qui

24 novembre en noir et blanc

Je m'appelle Riet. Je fréquente l'Athénée de Sint Niklaas. Je suis membre de Rebelle et je travaille aussi avec Ecole Sans Racisme. L'an passé, notre école a été l'une de celles qui se sont proclamées «Ecole Sans Racisme». Nous avons voulu, nous aussi, apporter notre contribution au succès de la journée d'action du 24 novembre contre le racisme, pour l'amitié et l'égalité. Avec quelques élèves, nous avons réalisé un tract et des autocollants qui appelaient à porter des vêtements noir et blanc pour venir à l'école le 24 novembre et à coller cet autocollant à un endroit bien visible. Nous voulions ainsi montrer que nous ne faisons aucune différence entre les couleurs de peau et que nous sommes en faveur de l'égalité et de l'amitié. Nous avons aussi lancé un appel à participer à la fête de la Victoire d'Objectif, le 24 novembre. Pendant que nous distribuions des tracts et des autocollants à l'entrée de l'école, lundi, beaucoup d'élèves sont venus nous en demander d'autres exemplaires. Mardi, 30 à 40 élèves sont venus en vêtements noir et blanc et un très grand nombre avaient collé l'autocollant bien en évidence. Plusieurs sont venus à la fête de la Victoire, qui a rencontré un succès retentissant.

RIET, TAMISE

la faute? Chaque fois que des incidents éclatent, les mêmes plaidoyers pour un meilleur enseignement et un meilleur politique à l'égard des jeunes sortent des tiroirs. A Hoboken, des jeunes ont récolté 800 signatures cette année pour obtenir un foyer de jeunes multiculturel. Les services communaux sont assaillis par les demandes de jeunes qui souhaitent un local. Finalement, ils ont obtenu la promesse qu'un bâtiment d'école désaffecté serait mis à leur disposition. (Bien qu'il soit situé dans le quartier Moretusburg, à proximité de la Métallurgie Hoboken, où les écoles devraient être fermées selon l'équipe d'inspection médicale. Mais cela n'avait pas freiné l'enthousiasme des jeunes). Or, aujourd'hui, huit mois plus tard, le dossier a été bloqué après les actions à Borgerhout.

Adhèrez à Rebelle

De bonnes actions combatives, comme celle du 24 novembre, peuvent mal tourner faute d'une organisation solide. Des provocateurs peuvent se mêler aux manifestants dans le but de criminaliser

le mouvement antiraciste. Les jeunes gens conscients doivent s'organiser dans Rebelle dans le but de contribuer à diriger la lutte contre les vrais coupables du racisme et du fascisme. C'est une lutte de longue durée. Elle exige une organisation solide, capable de combattre le Vlaams Blok et les autres organisations fascistes d'une manière efficace. Cela suppose une sérieuse formation: quelles actions faut-il retenir? Comment nous protéger contre les fascistes? Comment diriger la lutte contre les principaux adversaires: les fascistes et l'inégalité organisée par l'Etat? Comment unir les jeunes belges et les jeunes immigrés? Rebelle vous offre une telle organisation, pour l'action et la formation. Adhèrez à Rebelle! Avec tous les jeunes qui luttent pour les droits égaux, comme ceux d'Anvers mardi dernier!

BUREAU NATIONAL DE REBELLE,
ORGANISATION DES JEUNES DU PARTI DU
TRAVAIL

(1) De Morgen, 29 mai 1992.

Université d'Hiver pour jeunes en collaboration avec Parole aux Jeunes Du samedi 26 décembre à 10h au mercredi 30 décembre à 17h

Cette université d'hiver t'offre le choix entre:
1. L'histoire de la construction et du déclin du socialisme en Union soviétique
Texte de base: «La contre-révolution de velours». Auteur: Ludo Martens
2. L'histoire de la lutte pour la libération et le socialisme en Chine.
Texte de base: «Le déluge du matin». Auteur: Han Suyin.
3. Les principes de base du marxisme-léninisme
Participation aux frais: 1500 frs + argent de poche.



Anvers

10.000 jeunes!



Mardi 24 novembre 1992, sept heures du matin. Anvers se réveille. Des milliers de lycéens et d'étudiants se préparent pour se rendre à l'école. Vers sept heures et demie, ils se rassemblent en petits groupes devant plusieurs écoles. On se concerte: on participe à la manifestation? Comment convaincre le reste de participer? N'y aura-t-il pas de sanctions?... D'autres ont pris rendez-vous chez un ami ou une amie pour préparer à la dernière minute comment ils s'y prendront à leur école: former un piquet devant l'entrée ou envoyer immédiatement tout le monde à la Grand-Place, ou...

A l'athénée de Berchem, la direction menace de prendre des sanctions sévères, des élèves sont entraînés à l'intérieur. Des dizaines de lycéens se rendent néanmoins à la manifestation. A l'école de Design, un accord est conclu avec les enseignants: on ira au cours jusqu'à 9h45 et ensuite tout le monde ira à la manif. A l'heure convenue, pratiquement tout le monde quitte l'école. La grève est presque générale. L'Académie, l'école de design et quelques autres écoles sont décorées d'affiches. L'école normale de la ville a donné le feu vert: la direction promet de ne prendre aucune mesure contre la grève. Karin et ses amies ont juste le temps de se maquiller pour partir. 90 lycéens du collège Sint-Anna de la rive gauche prennent le tram vers la Grand-Place. On avait espéré mobiliser une quarantaine! Vers 9h30, les premiers jeunes arrivent déjà à la Grand-Place. A 10h, ils afflueront par milliers. La police compte 6.500 manifestants, nous 10.000. Ce qui frap-

pe c'est le grand nombre d'immigrés. Le slogan «Belges et immigrés, forts ensemble» résonne. Il y a des jeunes de tous les réseaux d'enseignement. Quelque quarante établissements sont représentés.

Ajokar

Lorsque Nourdin arrive à la Grand-Place avec les lycéens de l'athénée de Hoboken, il souhaite s'adresser aux jeunes. La nuit dernière, il a appris qu'Objectif 479.917 a largement atteint son but: à ce moment-là on avait communiqué le chiffre de 550.000 signatures. C'est ce que Nourdin veut annoncer, car des milliers de jeunes ont récolté des signatures, et ils ont tous signé la pétition pour les droits égaux. C'est donc aussi leur pétition, notre première victoire contre les fascistes du Vlaams Blok. Mais Nourdin n'est pas autorisé à utiliser le haut-parleur d'AJOKAR, le comité qui avait lancé l'appel pour cette grève. Rebelle soutenait l'appel, mais des points de désaccord persistaient. Il s'agissait précisément d'Objectif 479.917. Dès le début, Rebelle s'est engagé à 100% pour faire réussir la campagne de pétitions. Nous avons récolté des signatures en collaboration avec les mouvements de jeunesse (Chiro, scouts, KAJ). Objectif 479.917 donnait un contenu concret à l'exigence des droits égaux: après un séjour de cinq ans en Belgique, tout le monde devient automatiquement Belge. Mais une partie d'Ajokar refusait de s'associer à cette revendication concrète, surtout sous la pression et la manipulation de ceux qui prétèrent ne pas parler de l'égalité des droits, mais tout de même accroître leur influence dans les milieux antiracistes. Rebelle continuera à discuter

avec les jeunes d'AJOKAR pour qu'ils soutiennent la revendication d'Objectif avec les 582.000 autres antiracistes. Quelque peu désappointé, Nourdin se décide à faire son discours dans le mégaphone. Le chiffre de la victoire frappe comme une bombe: «Nous avons gagné!», crie-t-on. «550.000 fois oui pour les droits égaux maintenant!» deviendra le principal slogan de la manifestation scandé par tous, y compris dans le haut-parleur d'AJOKAR. A la fin de la manifestation, il y a encore quelques discours. «Objectif 479.917, aujourd'hui 550.000, en 1994 un million de fois non au racisme et au fascisme, oui à l'égalité des droits!». De nouvelles listes de la pétition circulent, après dix minutes les formulaires sont épuisés. Et puis tout à coup, la police apparaît. Ils essaient d'arrêter quelqu'un, mais les jeunes l'arrachent des griffes des policiers. Un groupe important de jeunes se dirige en courant vers le centre ville, dans la direction du Leeuw van Vlaanderen, le café nazi. En cours de route, des vitrines de magasins sont brisées. Mais entre eux, les jeunes discutent et disent que ce n'est pas ce qu'on voulait. Ce qu'ils voulaient, c'était chasser les nazis hors de la ville et quelques instants plus tard, les vitres du café nazi volent en éclat, les volets sont également arrachés...

Prêts pour la fête

Entre-temps, il est une heure. Quelque 150 jeunes se rassemblent à la Bourse du Commerce où la fête de la Victoire d'Objectif aura lieu. Reprendre haleine et aider à décorer la salle. Sebba arrive en compagnie de 50 autres jeunes de l'école KASA. Toute l'après-midi, ils se démèneront pour décorer la salle avec l'équipe

Le 24 novembre, c'était une journée d'action...

Certaines écoles avaient interdit à leurs élèves de faire grève et de sortir en rue. Ce n'est pas toujours facile... mais quand même, beaucoup de jeunes nous ont écrit pour nous raconter comment ils ont suivi le tract de Rebelle avec toutes les propositions d'action.

Barbara de Gand raconte: J'avais lu que dans le cas où nous ne pouvions pas aller manifester, que nous pouvions organiser un sit-in dans la cour de récréation. Nous avons trouvé que c'était une bonne idée. Nous étions à 30. Au milieu de la cour, nous sommes restés assis. Mais le directeur a arrivé tout de suite. 23 étudiants qui n'osaient plus rester sont rentrés dans leur classe. Mais nous, à sept, nous avons tenu bon. Vous devrez rester assis le reste de la journée, a dit alors le directeur. Et le comble, chaque prof avait quand même préparé des interrogos. Résultat: zéro à tous les tests. Ma mère m'a dit le soir: vous auriez dû encore rester plus longtemps assis.

Hanifa de Dendermonde écrit: Il n'y avait pas de manif prévue dans notre ville. Mais nous voulions quand même faire quelque chose. Nous avons organisé un sit-in dans la cour de récré. C'était très bien. Et nous allons continuer les actions. Nous avons démarré un groupe Ecole sans racisme. Pouvez-vous nous envoyer du matériel, comme ça nous pourrions commencer directement?

Annie d'Anvers nous rapporte: J'ai distribué le tract de Rebelle à l'école de coiffure. Beaucoup d'étudiants étaient intéressés. Ils ont relevé la proposition de se maquiller en blanc et noir. Et plusieurs jeunes sont ressortis pour me demander: où pouvons-nous nous maquiller? As-tu du fard avec toi?

Tu vois combien c'est important que Rebelle lance de bonnes propositions dans les écoles, et qu'elles soient discutées... Et que tu nous transmette aussi tes propres propositions et tes expériences.

29 - 30 janvier 1993 Hifler au pouvoir il y a 60 ans Plus jamais le fascisme! Nie Wieder Fascismus!

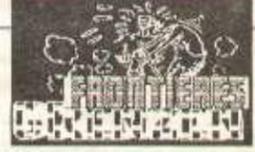
Avec Rebelle, ces deux journées seront des journées d'action contre le fascisme, pour l'interdiction de toutes les organisations racistes et fascistes, pour les droits politiques et sociaux égaux, pour le droit d'asile, les frontières ouvertes. D'abord dans les écoles, le 29 janvier... Des informations suivront... Vos propositions sont aussi les bienvenues. Et le 30 janvier, Rebelle partira de plusieurs grandes villes, en bus, vers Düsseldorf, en Allemagne. Là-bas, nous prendrons part à la manifestation internationale contre le racisme et le fascisme, Nie Wieder Fascismus.

technique d'Objectif 479.917. Entre-temps, des groupes locaux donnent des représentations dans la salle Harmonie et on discute ferme sur Objectif et les droits égaux. Une grève réussie. Ceux qui affirment encore que les jeunes sont désintéressés, vivent sans doute sur une autre planète. Ceux qui disent encore que le

racisme ne peut pas être arrêté, ont certainement dormi ce 24 novembre. Avec ces jeunes, Rebelle veut poursuivre la lutte contre le racisme et le fascisme. Avec ces jeunes, pour une Belgique où tous jouissent des mêmes droits.

HAN SOETE

Ensemble contre le racisme contre le fascisme nous continuons le combat



Nom:
Rue et numéro:
Commune et code postal:
Téléphone:
Ecole/club/organisation:
Age:

- O je veux m'inscrire pour l'université d'hiver et je paie 500 F d'acompte
- O je commande ... ex. du livre La contrerévolution de velours, de Ludo Martens et je paie 598F (+ 18F de port)
- O je commande ... ex. du livre "Le déluge du matin", de Han Suyin et je paie
- O je veux recevoir Solidaire 5 semaines gratuitement (abonnement à l'essai)
- O je veux m'inscrire pour, et je paie 500F d'acompte
 - O Londres
 - O Au Camp
 - O C'est du belge
 - O week-end de Noël
 - O je commande ...exempl du papier d'emballage antifasciste des pionniers (4 pour 100 frs.)
 - O je commande ...ex. du pin de Rebelle(80fr)
 - O je commande ...ex. du nouvel autocollant "Nie wieder faschismus" (5 francs)
 - O je commande ...ex. de l'autocollant "Nie Wieder faschismus" (3 pour 1 franc)
 - O je commande ...ex. de l'autocollant «Forts ensemble» (3 pour 1 franc)
 - O je commande ... ex. du badge «Belges immigrés mêmes droits» (60 francs)
 - O je commande ... ex. du badge «Rock Against racism» (30 francs)
 - O je commande ... ex. du badge Che Guevara «Cuba Socialista Vencera» (50 francs)
 - O je commande ... feuilles de la pétition Objectif 479.917
 - O je commande ... ex. du Petit Livre Rouge de l'Antiraciste (50 francs)
 - O je commande ... ex. du dossier de Solidaire «Histoire du racisme et du fascisme»
 - O je commande ... ex. de la farde de présentation des activités du PTB
 - O j'insère francs pour le matériel commandé, comme acompte, comme soutien financier.
- A renvoyer à Rebelle, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles téléphone. 02/513.10.95.

Rebelle en route pour le million!

Quoi, comment et pourquoi? Tout cela, tu peux le lire en page 12. Notre objectif est de pouvoir remettre 50.000 signatures à Objectif le 24 novembre 1993. Mais d'abord, nous allons amener le plus grand nombre possible de jeunes à notre université d'hiver et à notre formation de moniteurs. Il est toujours possible de s'inscrire en renvoyant le bon ci-dessous. Après les vacances de Noël, nous redémarrons la campagne d'Objectif. Avec la pétition, avec des cartes postales et surtout avec le bon d'inscription de collecteur, nous ferons le tour de l'école. De la nôtre mais aussi d'autres écoles où nous ne sommes pas encore allés. Et nous mettrons au travail un maximum de collecteurs pour participer aux journées d'action nationales d'Objectif. La première aura lieu le 21 mars. Nous irons dans les quartiers populaires où beaucoup de gens n'ont pas encore signé. Naturellement, nous avons toujours la pétition en poche, à faire signer par les amis, en famille, à des personnalités, à tous ceux que nous rencontrons, à des concerts, à des films, des manifestations, partout. Bien entendu, nous continuons à diffuser de l'information grâce au Petit Livre Rouge de l'Antiraciste et au numéro 47 de Solidaire, qui contient beaucoup d'informations sur le racisme, le fascisme et le Vlaams Blok. A ne manquer sous aucun prétexte: notre camp de Pâques, contre le racisme et le fascisme. Nous partirons à la conquête de la côte dans de petits bus décorés.

FORGES DE CLABECQ ET BOEL-TAMISE

Leçons de Grande-Bretagne

L'occupation de Clabecq a été levée. Provisoirement. Par la trahison du PS de Spitaels et la capitulation de certains responsables syndicaux. Mais les syndicalistes de combat cherchent comment reprendre la lutte. A Boel, l'occupation continue. Même si elle est menacée par les autorités, les curateurs et les «repreneurs», qui veulent libérer le plus vite possible le «Flanders Harmony» (le navire occupé par les travailleurs) et achever la construction des autres bateaux. Comme nous l'indiquions déjà il y a une semaine, l'entreprise Bremer Vulcan ne semble pas intéressée dans un rachat, du moins pas autant qu'on l'avait dit. Elle ne cherche qu'à s'approprier le «know-how» de Boel.

En Grande-Bretagne, le gouvernement veut fermer 31 charbonnages. 30.000 emplois sont directement menacés, ainsi que 70.000 emplois liés à l'activité minière. Contre cette décision, un vaste mouvement de résistance se développe. Il s'agit d'arrêter et de renverser le mouvement de privatisation des entreprises publiques (électricité, chemins de fer, eau, etc.) Le leader de la résistance est Arthur Scargill, président du NUM, le syndicat des mineurs britanniques. Depuis la grande grève des mineurs de 1984-1985, toutes les forces de la bourgeoisie, de Thatcher à Kinnock,

chef du parti travailliste, en passant par Robert Maxwell, ont voulu sa mort politique et syndicale. Jamais Scargill n'a renié les principes du syndicalisme de combat, même quand il était traîné dans la boue et devant les tribunaux. D'ailleurs, il y a un an et demi, il a gagné les trois procès intentés contre lui.

Récemment, Ken Cameron, secrétaire général du syndicat des pompiers, disait tout haut ce qui se dit de plus en plus parmi les syndicalistes britanniques: «Il y a dix ans, lors d'une séance de la conférence du TUC (Confédération des syndicats britanniques) à Wembley, la décision avait été prise que le TUC lutterait collectivement contre toute tentative d'attaquer une centrale isolée... Si cette décision avait été mise en pratique, nous n'aurions pas dû souffrir des attaques massives du gouvernement durant les treize dernières années et la grève des mines de 1984 aurait été gagnée» (1). Un membre du syndicat «jaune» des mineurs, UDM, mis sur pied en 1985 par la bourgeoisie pour détruire l'influence de Scargill, déclarait récemment à la télévision britannique: «Si seulement nous avions écouté Scargill en 1984, je ne serais pas aujourd'hui là où je suis (c'est-à-dire licencié)» (2).

Le secrétaire général du TUC, Norman Willis, qui avait saboté,

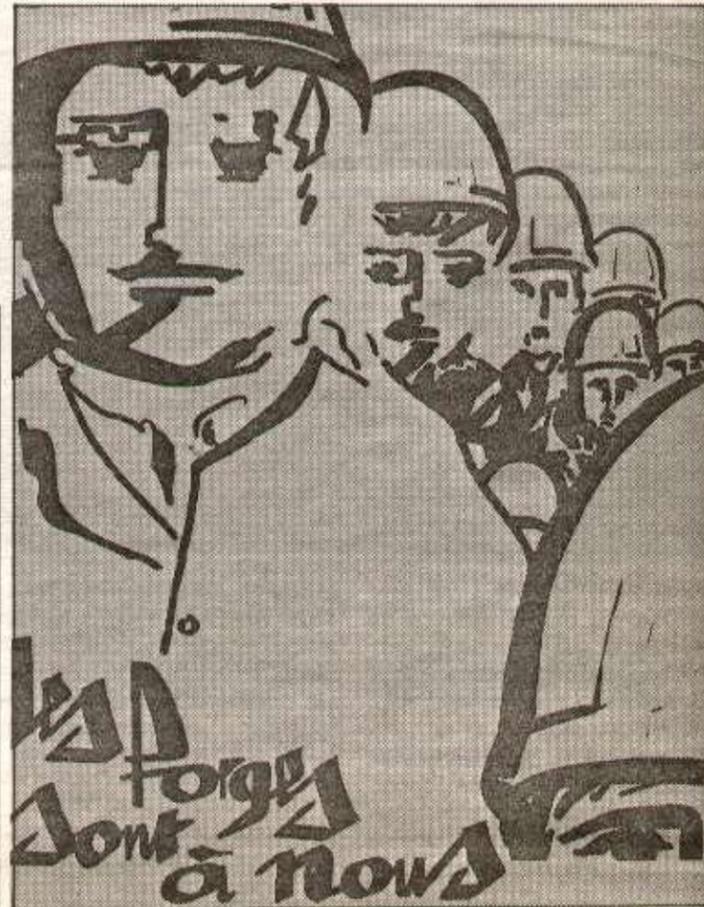
l'intérieur du mouvement syndical, la solidarité avec la grève des mineurs en 1984-85, était bien forcé de dire, en octobre 1992, debout à côté de Scargill: «Aucune mine, aucune entreprise n'est sûre, aucun magasin, aucun bureau, aucun hôpital, aucune école, aucun service de bus ou de train, aucun emploi n'est sûr. Aussi, cette grande croisade pour les emplois dans les mines est une croisade pour les emplois dans le pays» (3).

1984...1992. Huit ans ont été perdus en Grande-Bretagne, parce que des gens comme Norman Willis se sont davantage préoccupés de faire taire le syndicalisme de combat de Scargill que d'unir les travailleurs pour résister aux attaques incessantes de la bourgeoisie rapace et pour gagner.

Tirons-en les leçons qui s'imposent pour la Belgique. Boel et Clabecq sont à cet égard des tests importants.

JEAN MICHAUX

(1) The New Worker, 13 novembre 1992. (2) The New Worker, 16 octobre 1992. (3) The New Worker, 30 octobre 1992.



Ces jours-ci, le PTB va distribuer dans de nombreuses entreprises un tract appelant à la solidarité avec la lutte de Boel et Clabecq et expliquant l'importance de ces deux combats. Nous avons également réalisé un magnifique calendrier, en deux langues, contenant de très belles photos de ces deux luttes. Ce calendrier est en vente au prix de 100 francs. La moitié des recettes de vente ira à Boel, l'autre moitié à Clabecq. Vous pouvez commander le calendrier aux secrétariats du PTB.

Forges de Clabecq- New Tubemeuse

Gagner du temps pour banquiers et actionnaires?

Si aux Forges de Clabecq, Dessy a réussi à imposer ses licenciements, et un hold up sur les salaires, il le doit à Spitaels. Déjà début octobre, notre président du gouvernement wallon avait exigé «une attitude positive des organisations syndicales sur le plan Dessy». (1) C'est lui et le Parti Socialiste qui ont poignardé la magnifique occupation des Forges en obligeant le délégué principal FGTB à faire volte face à un moment décisif, lors de l'assemblée du 21 novembre. A New Tubemeuse, l'objectif patronal est identique: retour aux 38 heures, 300 licenciements et une réduction de la masse salariale de 10%.

Aux Forges, même le directeur Dessy reconnaît que malgré ce hold-up sur les salaires, il continuera à perdre 50 millions par mois. Les grands comme Usinor attendent que le fruit mûr tombe tout seul. Alors, dans quel but Spitaels lui ferait crédit de 500 millions?

A Tubemeuse, l'actuel propriétaire a pu reprendre un outil ultramoderne, sans dettes, pour quelques centaines de millions. Mais son projet industriel est aussi branlant. Dans les deux cas Spitaels promet «un prêt conforme à ce qui se passe ou à ce qui se passerait dans la Communauté économique européenne (CEE)» (1). Ca vaut la peine de gratter un peu. D'abord c'est un prêt, aux conditions du marché. Cela ne soulage en rien la situation financière des deux entreprises. Mais cela arrange très bien les banquiers, qui peuvent attendre une éventuelle faillite le cœur léger (et la bourse pleine). C'est là toute la différence entre un

banquier et un travailleur qui «joue au capital à risque»!(2)

Gagner quelques mois

Mais Soconord (Foquet) et Sococlabeq (Dessy) gagnent aussi du temps. Le temps pour attendre qu'Eurofer ait finalisé son système de primes à la fermeture. Eurofer est le cartel des grands producteurs d'acier. Il a proposé à la Commission Européenne «que les entreprises performantes versent aux entreprises qui sont amenées à fermer des capacités de production, des paiements compensatoires en fonction des avantages que les premiers tirent de ces fermetures (grâce à une rentabilité accrue de leurs parts de marché)» (3).

C'est pour cela qu'il faut gagner quelques mois: le temps de convaincre les derniers, dans la Commission Européenne, qui s'accrochent à la fiction de la libre concurrence. En effet, comment donner

des garanties à des Francis Mer d'Usinor ou Tesch d'Arbed, autrement qu'en leur permettant de former des cartels pour s'assurer les avantages des fermetures? Mais tout porte à croire que les hérauts de la libre concurrence sont prêts à courir le risque du recul social pour «assainir le marché». La Commission «envisage d'autoriser des accords restrictifs de concurrence, s'ils sont accompagnés de fermetures d'activités sur base de critères économiques» (4). Autrement dit: si c'est le travailleur qui paye! Les prêts de Spitaels serviront donc à acheter du temps, pour que Dessy et Foquet puissent empocher ces primes de fermeture.

Contre l'Europe des monopoles, l'internationale des travailleurs!

L'Europe, c'est le paradis des mo-

nopoles; la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), c'est l'Europe au carré. Le capitalisme de la fin du XX^e siècle ne peut déboucher que sur le monopole; or, le monopole pousse les contradictions du capitalisme vers de nouveaux abîmes. Nous lutterons pour l'expropriation des Foquet et les Dessy, mais aussi pour la nationalisation sans indemnisation de toute la sidérurgie européenne. Il nous faut les 32 heures; nous exigeons la récupération de toute la modération salariale et le maintien de l'emploi.

JEAN VALET

(1) Journal et Indépendance 2/10/92. (2) La Libre Belgique 22/11/92. (3) Europe 14/11/92. (4) Les Echos 16/11/92.

Visite de Noam Chomsky à Bruxelles

Les racines de la misère du monde sont en Occident

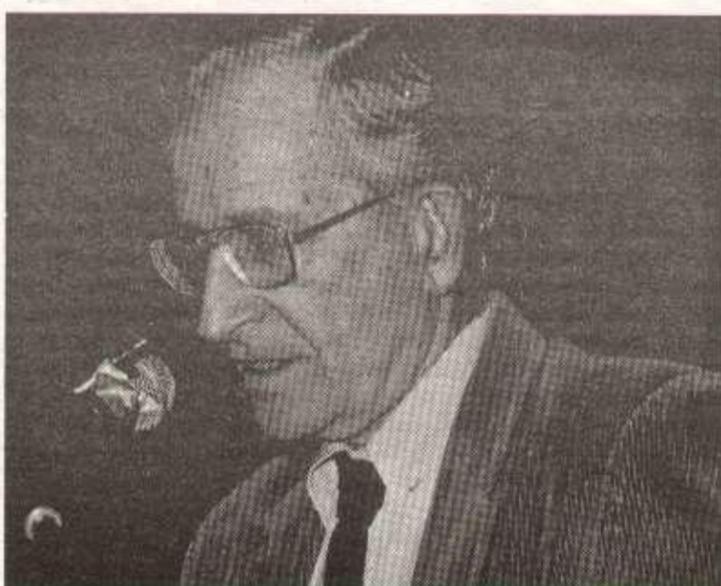
Le 19 novembre, entre 14h30 et minuit, Noam Chomsky a donné des interviews à 2 chaînes de TV belges, à une chaîne de radio et à 3 journaux; il a fait une conférence de 2h30 devant un auditoire de 1.200 personnes et a répondu à de nombreuses questions informelles. Difficile de résumer tout ce qui s'est dit. Il rappelle la destruction des Indes et des Amériques par la conquête européenne. En 1757, un Anglais décrivait Dacca comme aussi «vaste, peuplée et riche que la ville de Londres». Aujourd'hui, c'est la capitale du Bangladesh... En 1789, Haïti était un des principaux producteurs mondiaux de sucre, de café et de coton. La supériorité des Européens était militaire avant tout.

Aujourd'hui, on assiste au retour à son statut initial de l'Europe de l'Est, qui était le «premier tiers monde»: depuis des siècles, même avant la découverte de l'Amérique, l'Europe de l'Ouest dominait celle de l'Est, sous-développée et féodale. D'après un spécialiste américain, la Hongrie peut s'attendre maintenant à un taux de chômage «normal» de 25%, tandis que, d'après un sondage, 83% des Polonais trouvent que l'économie va dans la mauvaise direction.

L'internationalisation de l'économie a des conséquences radicales dans nos pays également. On y assiste à la tiers-mondisation d'une bonne partie de la population. Par exemple, même dans le Nord des Etats-Unis, on trouve des immigrés clandestins qui travaillent pratiquement comme des esclaves dans l'agroalimentaire. Ensuite, pendant que General Motors fermait 21 usines aux Etats-Unis, elle en ouvrait une en Allemagne de l'Est, où, d'après le *Financial Times*, les ouvriers «travaillent plus longtemps que leurs collègues bien protégés de l'Ouest». La firme Daimler-Benz a répondu à des grèves en menaçant de transférer la production en Russie. Cette année, pour la première fois en 60 ans, une grande firme américaine, Caterpillar, a osé utiliser des «jaunes» pour briser une grève. Cette offensive risque d'être le début de la destruction complète des syndicats américains, déjà très faibles. Le journal *New York Times* titrait: «Paradoxe de 1992: l'économie est faible, mais les profits sont élevés». Au vu de ce qui précède, le «paradoxe» s'explique aisément.

Que discute-t-on au Gatt ou au FMI?

Chomsky voit dans les accords du type Maastricht, et plus particulièrement



remment dans l'Association nord-américaine de libre-échange (qui regroupe les Etats-Unis, le Canada et le Mexique), une façon d'enterrer un peu plus la démocratie. Une commission du parlement américain, qui devait examiner le traité créant cette association, a eu droit à un jour pour l'examiner. Qui peut savoir ce qui se passe réellement dans les discussions du FMI ou du Gatt? Pourtant, ces institutions deviennent progressivement l'équivalent d'un gouvernement mondial, qui n'est soumis à aucun contrôle parlementaire. Pour le Gatt, Chomsky souligne qu'il s'agit «d'ouvrir» l'économie uniquement en ce qui concerne les exportations des produits de haute technologie vers le Sud, mais, qu'en même temps, on prend des mesures protectionnistes pour empêcher, par exemple, l'Inde de produire des médicaments bon marché. En effet, pour les produire, l'Inde copierait inévitablement des produits existants et cela, le Gatt veut l'éviter en protégeant la «propriété intellectuelle».

Chomsky dit que la domination du Sud par le Nord s'intensifie. L'écart entre riches et pauvres, dit-il, a doublé depuis 1960, en grande partie à cause des politiques néolibérales imposées au Sud. Le Nord, quant à lui, n'a jamais songé un instant à appliquer ces politiques lorsqu'elles lui étaient défavorables. De plus, le Sud, quand il cherche à se libérer, doit affronter une politique qui a deux aspects: soit envahir ou fomenter des coups d'Etat, soit, pour citer un ambassadeur américain au Chili à l'époque d'Allende, «faire tout ce qui est en notre pouvoir pour condamner les Chiliens aux privations et à la pauvreté». Cela, c'est l'option «douce», celle de l'étranglement.

Clinton: un républicain-conservateur

L'élection d'un nouveau président aux Etats-Unis devait inévitablement soulever des questions. Le moins que l'on puisse dire, c'est

que Chomsky ne partage pas les illusions de certains sur Clinton. Pour lui, il s'agit d'un «républicain conservateur» et pas d'un social-démocrate comme on le fait croire parfois. Il suffit, dit Chomsky, d'observer les réactions des Bourses le lendemain de l'élection pour s'en convaincre. D'ailleurs, le conseiller de Clinton le plus à gauche a déjà déclaré qu'il serait difficile d'appliquer les mesures sociales de son programme. La raison en est simple et est donnée par le *Wall Street Journal*, journal des milieux d'affaires. Celui-ci explique tranquillement que si jamais Clinton engageait des dépenses qui déplaisent, il suffirait de faire fuir les capitaux un tout petit peu; cela augmenterait les taux d'intérêt. Du coup, le déficit public des Etats-Unis augmenterait suffisamment pour calmer toute volonté un tant soit peu sociale.

Avec des élections aussi dépourvues de signification, pas étonnant que l'on trouve bien plus de gens qui connaissent le nom du chien de G. Bush que les programmes des candidats. Par ailleurs, lorsqu'on demande aux gens si le budget de la défense est plus élevé que celui de l'aide au développement (qui est minuscule), plus de 50% se trompent et pensent que l'aide au développement «leur» coûte plus cher que les armements. Le système fonctionne, dit Chomsky, en atomisant les gens, de façon à ce qu'ils soient seuls et démunis face aux pouvoirs concentrés du grand capital et de l'Etat. Pour cela, il faut détruire toutes les institutions démocratiques, tels les syndicats, vider de tout contenu les élections et entretenir la confusion la plus complète sur les problèmes réels (c'est le rôle des médias). Néanmoins, il subsiste ce qu'on pourrait appeler une réaction de classe: par exemple, 83% des Américains estiment que leur système économique est «intrinsèquement injuste».

Misère, racisme et fascisme

Interrogé sur le «déclin» des Etats-

Unis, Chomsky distingue entre la population qui habite sur le sol américain, pour laquelle le déclin est évident (et qui a beaucoup moins d'espoir dans l'avenir que pendant la dépression des années 30), et les firmes multinationales basées aux Etats-Unis, qui se portent bien. Par exemple, alors que la part des Etats-Unis dans les exportations de biens industriels a diminué, celle des multinationales basées aux Etats-Unis a augmenté. En fait, les échanges entre différentes branches d'une même multinationale représentent 40% du commerce mondial. Quand on lui parle du racisme et du fascisme, Chomsky remarque que le racisme est encore plus fort en Europe qu'aux Etats-Unis. Aux Etats-Unis, dans les grandes villes, plus de 50% de la population vient du tiers monde (y compris les Noirs). L'Europe, dit Chomsky, veut être pure. Les bidonvilles et la misère en Europe sont moins visibles qu'aux Etats-Unis, en partie parce qu'ils sont «exportés» au Maroc ou en Turquie. Il a fait quelques remarques judicieuses sur «notre» roi Léopold II, l'un des plus grands criminels de l'histoire. Le danger du fascisme aux Etats-Unis est latent. Il pense que le succès de Ross Perot en est un signe. Mais il y a aussi la prolifération des sectes religieuses «intégristes»; plus de 50% des américains disent avoir eu une «nouvelle naissance», c'est-à-dire un retour à la religion. De plus en plus de gens croient aux miracles.

Les limites de l'anarchisme

Parmi les questions du public, on en retiendra deux, l'une sur le Pérou et l'autre sur Staline. A la première question, Chomsky répondit qu'il y avait deux armées terroristes au Pérou, Sentier Lumineux et l'armée régulière. Il ne savait pas laquelle était la pire des deux, et la situation ne pouvait être comparée à celle du Vietnam. La question sur Staline venait d'un Africain qui se demandait si, au vu de ce qui se passe en Europe de l'Est, et à un moment où des peuples entiers sont menacés de disparition, en Afrique par exemple, on ne devrait pas réexaminer les jugements portés sur Staline. On pourrait ajouter que ces peuples qui disparaissent ne sont menacés par aucun ennemi externe, sauf l'impérialisme, et qu'il y a eu 60 ans de progrès technologiques fantastiques depuis la collectivisation de l'agriculture en URSS. Néanmoins, Chomsky compara Staline à Hitler. On doit regretter que Chomsky accepte de façon aussi unilatérale, sur certains sujets, la propagande officielle qu'il démonte si bien dans d'autres circonstances. Néanmoins, sa réaction était prévisible: Chomsky est anarchiste et pas communiste; même si sa critique

du capitalisme est radicale, il ne voit pas d'alternative du côté des mouvements communistes. Le seul signe d'espoir, bien faible, qu'il aperçoit vient des changements idéologiques survenus depuis les années 60 face «à l'oppression sexiste et raciste, à l'environnement, au respect des autres cultures et des droits de l'homme». On voit mal comment les mouvements, essentiellement petit-bourgeois, qui sont porteurs de ces idéologies pourraient renverser la formidable machine d'oppression, à la fois idéologique et militaire, qui est aux mains de la bourgeoisie.

Dans l'ensemble, la journée fut très intéressante. Pour une fois, un large public a entendu un discours qui montre le capitalisme tel qu'il est. Chomsky ne situe pas la source de tous les problèmes ailleurs, dans le tiers monde ou dans le communisme, mais bien chez nous, dans l'action de nos gouvernements et de nos entreprises. Il ne pense pas que les contradictions de classe ont disparu. Il ne prétend pas que le rôle des médias est d'informer mais plutôt de mentir, d'endoctriner et de faire accepter par la majorité, la domination de la minorité des possédants.

T.C.

Noam Chomsky sur votre petit écran

La conférence de Noam Chomsky (à Bruxelles, le 19 novembre) a été enregistrée sur vidéo (VHS/PAL). L'enregistrement dure une centaine de minutes.

Location: 100F par semaine (plus 50F de frais d'envoi)

Achat: 500F (plus 50F de frais d'envoi)

Un formulaire de virement sera joint à la cassette.

Deux versions sont disponibles

1. L'exposé de Chomsky en anglais

1. L'exposé de Chomsky en anglais avec traduction française

Bon de commande

Nom, prénom:

.....

Rue, n°:

.....

Code postal,

commune:

Téléphone:

.....

Je commande l'enregistrement

vidéo de la conférence de

Chomsky

O Location

O Achat

O Version anglaise

O Version anglaise/française

A renvoyer à «Projet-Vidéo Soli-

darité Internationale», rue de la

Caserne 68, 1000 Bruxelles. On

peut commander par téléphone le

lundi et le jeudi au 02/513 77 60.

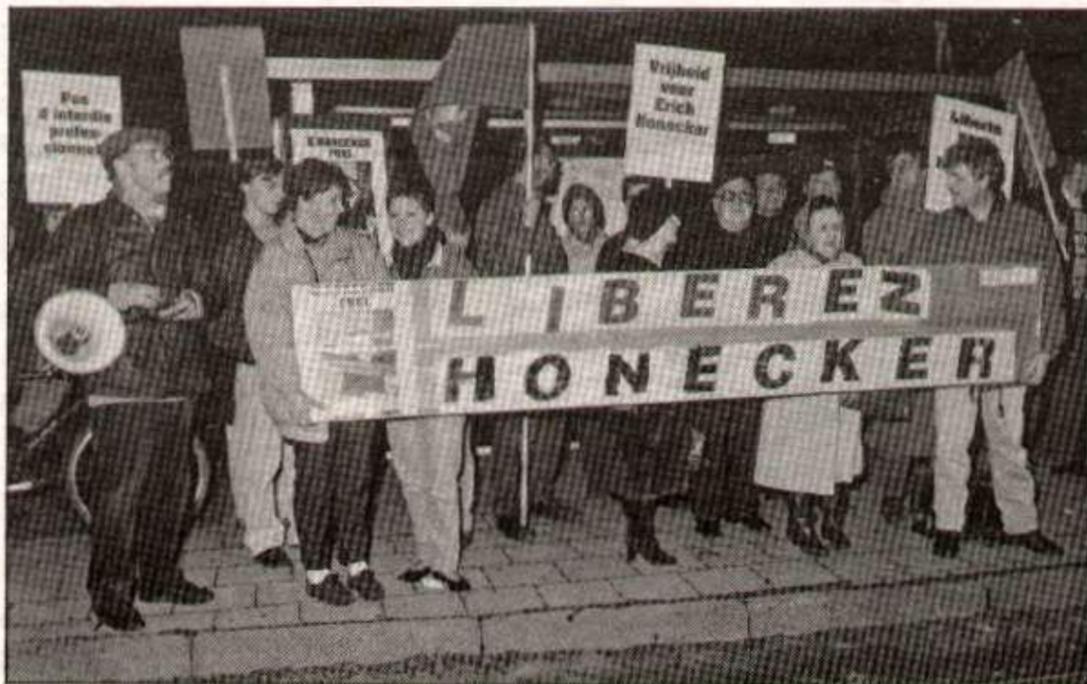
DE NOTRE CORRESPONDANT À
BERLIN, MISCHA KÜTNE

Procès-spectacle contre d'anciens dirigeants de la RDA

La vengeance de la République Fédérale

Dès avant minuit, dans la nuit du 15 au 16 novembre, les premiers amateurs pour une place de spectateur au procès des anciens dirigeants de la RDA faisaient déjà la file devant la porte du légendaire Palais de justice de Berlin Moabit. Ils voulaient les voir vivants, ces Erich Honecker, Erich Mielke, Heinz Kessler, Fritz Streitz et l'ex-premier secrétaire Albrecht, ces fauves rouges maintenant prisonniers, autrefois «grands bonzes», maintenant tout petits devant leurs juges — ainsi du moins étaient-ils nombreux à l'espérer. Anciens exilés, anticommunistes fanatiques, chasseurs de sensation, mais aussi un groupe de camarades restés fidèles, fleurs rouges à la main. Dans l'obscurité humide et froide, les médias avaient lâché leurs meilleurs reporters sur cette foule en attente. Pour y recueillir d'éventuelles expressions de méchanceté et les servir au consommateur, assaisonnées de commentaires haineux. Ils ont fait de leur mieux. Et les camarades aux fleurs rouges ont reçu une portion supplémentaire de railleries.

Mais le procès spectacle contre Erich Honecker et les autres camarades de l'ancien comité central du SED est en train de se dérouler autrement que prévu. Il menace d'échapper au contrôle des organisateurs de Bonn et de Berlin et de se transformer en un procès-scandale contre ces mêmes organisateurs. Honecker, le «bandit de grand chemin», ne se laisse pas humilier. En entrant dans la salle, il a fait le salut communiste, le poing serré. Après quatre jours de procès, il y a déjà trois grands absents. Avant la «représentation», Willy Stoph, jadis président du parlement de RDA, n'était plus en état de comparaître,



Le jour de l'ouverture du procès contre les anciens dirigeants de la RDA, le Comité pour la Libération de Honecker a exigé, devant l'ambassade d'Allemagne à Bruxelles, que l'antifasciste et ses co-inculpés soient remis en liberté.

à la suite d'une crise cardiaque. L'ancien ministre de la Sécurité de l'Etat, Erich Mielke, est maintenant incapable de comparaître lui aussi. Et personne ne peut prévoir combien de temps le camarade Honecker tiendra encore le coup. La semaine dernière, la séance a dû être interrompue parce qu'il n'était plus en mesure de suivre le déroulement de l'affaire. Il souffre d'un cancer du foie, à un stade avancé. Pour cette raison, le procès peut être assimilé à une tentative d'assassinat. Il faut aussi souligner qu'Erich Honecker est âgé de 80

ans.

Un juge anticommuniste

Les médecins disent depuis le début qu'Erich Honecker n'est pas en mesure de résister au procès. Des criminels de guerre et notamment des juges de la cour de justice nazie, ont échappé à toute poursuite après avoir présenté des certificats médicaux, certains très transparents. Mais l'anticommuniste Bräutigam, le président du tribunal, refuse de dispenser Honecker en raison de sa maladie. Il doit conti-

nuer à comparaître à tout prix, que cela le fasse mourir ou non.

Cela fait longtemps que Bräutigam attend cette occasion. Dans les plus beaux jours de la guerre froide, il a publié sous un nom d'emprunt des articles anticommunistes et anti-RDA. Et peu avant le début du procès contre Erich Honecker et ses camarades, il a plaidé pour l'interdiction du PDS et d'autres groupes communistes. Selon lui, le marxisme-léninisme est contraire à la constitution de la République Fédérale. C'est manifestement une satisfaction pour Bräutigam de voir

comparaître l'antifasciste Honecker devant le tribunal où il a été condamné à une peine de prison par un juge fasciste, pendant la période nazie, pour «avoir miné le Reich par instigation communiste».

La République Fédérale sur le banc des accusés

Les tentatives acharnées de faire de ce procès un procès contre des «assassins» et de tenir en dehors des débats la vérité sur les relations entre l'Etat fédéral et la RDA n'aboutiront pas. Un homme compétent, l'ancien chef du protocole d'Erich Honecker, Jahnowski, disait dans une interview accordée à une station luxembourgeoise que, dans les années septante, il était impossible pour la RDA de modifier quoi que ce soit aux frontières de la RDA sans l'autorisation de Moscou. Il souligne aussi les efforts déployés par certains politiciens en vue de la République Fédérale pour s'entretenir avec Honecker, confidentiellement et entre quatre yeux. «C'est la condition qu'ils posaient quand ils sollicitaient une visite en RDA», dit Jahnowski. Pendant ces entretiens confidentiels, ces politiciens ont assurément fait l'une ou l'autre déclaration qu'ils regrettent aujourd'hui. C'est qu'à l'époque, ils étaient prêts à tout pour gagner les bonnes grâces des dirigeants de la République Démocratique. Ainsi, la RFA court-elle le risque d'entrer dans le champ de tir et de perdre son prestige de grande puissance montante. Ce qui soulève la question de savoir si, à Bonn et à Berlin, il n'y a pas des gens, dans les milieux de la CDU, de la CSU, du FDP et, n'oublions pas, du SPD, qui souhaitent une mort rapide à l'ancien «lieber Herr Honecker». Un jeu macabre, cette «justice» des démocrates ouest-allemands...

Renault

90% contre la semaine de 9 heures

La crise s'accroît de jour en jour dans le secteur automobile. Les patrons essaient de préserver leurs bénéfices au moyen de restructurations. Ils licencient et introduisent la flexibilité. La direction de Renault veut conclure, avant la fin de l'année, un accord concernant la semaine de 9 heures. Parallèlement, elle désire introduire le travail par «teams». La direction veut ainsi reporter la crise sur les travailleurs, mais 90% des ouvriers sont opposés à la semaine de 9 heures et aux «teams». Voici l'avis de quelques sympathisants et membres de l'Amicale du PTB, tous ouvriers chez Renault-Vilvorde.

La direction prétend que l'avenir de Renault dépend de l'intro-

duction de la flexibilité. Est-ce exact?

Miel. Cela, le patron le dit depuis longtemps. Pourtant Renault existe toujours, sans cette flexibilité de 9 heures. Pourquoi faudrait-il changer? La direction se plaint sans arrêt de la dégradation du marché. Pourtant les bénéfices de Renault augmentent chaque année.

Frank. Céder sur le point de la flexibilité, c'est accepter une plus grande exploitation. On a commencé avec le déplacement des journées de congé pour réduction du temps de travail, selon le bon vouloir du patron. D'abord un jour, puis trois jours. Maintenant ils veulent la flexibilité totale. GM nous apprend que la flexibilité c'est l'enfer pour les ouvriers à la chaîne. Maintenant c'est déjà très dur, avec huit heures. Moi, je dois me

lever à 4h pour commencer à 6h. Qu'est-ce que ce sera quand il faudra prêter neuf heures par jour en été, cinq jours d'affilée? En été les gens vivent, et nous, nous devrions crever au travail!

Maurits. J'appartiens au groupe des 50-50 ans. Je ne trouverai du travail nulle part ailleurs. Renault joue avec ma santé. Ils placent la barre de plus en plus haut. A propos des teams: est-ce que je pourrai tenir le coup? Apprendre le travail de ces différents postes? Ou bien préféreront-ils mettre les vieux dehors pour les remplacer par des jeunes?

Avec le «teamwork», l'ouvrier est plus directement impliqué dans son travail, affirme la direction.

Gérard. Ceux de chez Astral

peuvent en parler. Dans cette section, le «teamwork» existe déjà, avec tout le jeu de relation «client-fournisseur» entre travailleurs. Le rythme n'est plus déterminé par la chaîne, mais par l'ouvrier lui-même. Une partie du team fait le traitement de base sur les plaques. Ensuite elles sont livrées à l'autre moitié du team. Ce système entraîne les ouvriers et les teams dans une relation de concurrence. Seule la production en profite.

Miel. Dans le temps, cinq hommes faisaient 300 trains avant de voitures. Si le patron en voulait 330, il incorporait un sixième homme. Dans le travail en teams, c'est tout le team qui est incité à faire 310, 320 ou même 330 pièces avec les mêmes forces et dans le même temps. Le sixième homme n'est plus nécessaire.

Mais le patron laisse aux ouvriers le choix du système...

Gérard. Oui, on peut choisir entre différentes formes de flexibilité! Le résultat est en tout cas un surcroît de travail et des licenciements. Il est plus que temps que les ouvriers se battent contre les neuf heures. La flexibilité n'offre aucune garantie pour le maintien de l'usine. Choisir la flexibilité aujourd'hui, c'est mettre 700 hommes dehors d'ici 1994. Les syndicats doivent défendre les intérêts des travailleurs. Nous devons inciter les syndicats à exiger un référendum démocratique sur des revendications correctes. Les travailleurs doivent pouvoir rejeter la flexibilité au lieu de devoir choisir entre différentes formes de flexibilité.

Le PTB appelle tous ceux qui veulent combattre le système de 9 heures, à collaborer avec l'Amicale du PTB. Nous voulons lancer une discussion parmi les travailleurs et leurs délégués, pour le maintien de la journée de 8 heures et l'obtention de la semaine de 32 heures.

H.C.

La Ligue anti-impérialiste en campagne pour Cuba

Mandarines et speculoos contre embargo

Comme chaque année, la Ligue anti-impérialiste (LAI) reprend ses ventes de mandarines et de speculoos en ce mois de décembre. L'objectif est de récolter 450.000 frs de soutien pour Cuba. Mieke Van Overveldt, porte-parole de la LAI nous explique comment.

Mieke Van Overveldt. D'ici au 1er mai, nous voulons collecter 2 millions pour l'achat de médicaments et de lait en poudre. 1,2 million sont déjà rentrés. 1.037.000 francs proviennent de versements, le reste a été récolté dans les rues, marchés et aux festivals. Fin décembre, il faudra y ajouter une tranche de 450.000 francs. Pour y arriver, il faudra vendre 2 tonnes de mandarines et 20.000 speculoos.

Comment parviendrez-vous à écouler de telles quantités? Mieke Van Overveldt. Par trois voies. Premièrement, nous cherchons des gens qui peuvent vendre dans leur propre milieu: scouts,

patros, connaissances, école, organisation... Pensons aux nombreuses fêtes de St-Nicolas qui auront lieu cette semaine. Deuxièmement, nous organisons nous-mêmes des ventes, avec nos militants, sur les marchés, aux restaurants universitaires, aux soirées tiers-mondistes... Enfin, il y a les Magasins du Monde, qui soutiennent chaque année notre campagne de vente.

L'objectif est-il d'aider réellement Cuba?

Mieke Van Overveldt. Oui. La situation économique est devenue très difficile, en raison de l'embargo, mais également parce que le soutien de l'URSS a disparu. Si nous parvenons à récolter 2 millions pour des médicaments et du lait en poudre, alors nous aidons le peuple cubain à tenir le coup.

Mais nous ne nous en tenons pas là. Chaque acheteur reçoit un dépliant de 8 pages intitulé *Cuba socialista vencera*. On y explique ce que démocratie et droits de l'homme signifient à Cuba, quelles sont les

réalisations socialistes en matière d'enseignement et de soins de santé.

Nous demandons également à chaque acheteur de signer la pétition internationale *Paix pour Cuba*. L'introduction de la pétition stipule: «Pour garantir la paix et stopper le militarisme, pour garantir le respect des droits de tous les pays et de tous les peuples, pour assurer la justice sociale et économique, ...».

C'est cela que nous exigeons: le droit du régime socialiste cubain de construire un système juste sans ingérence étrangère. C'est pour cela qu'il faut mettre fin à l'embargo, c'est pour cela qu'il faut respecter la souveraineté de Cuba, comme le demande la pétition.

W.T.



CUBA
SOCIALISTA
VENCERA
Ligue Anti-impérialiste
02/513.53.86

CAMPAGNE CUBA

Où commander ?

Bruxelles: 02/513.53.86.
Charleroi: 071/31.58.85.
Mons: 065/34.03.43.
Liège: 041/43.97.00.

Mandarines: 90frs/kg
Speculoos: 20 frs/pièce

Que dois-je faire si je veux aider à la vente?

Vous pouvez téléphoner à l'un des numéros de points de vente (voir encadré) ou nous renvoyer le bon ci-dessous. Nous vous contacterons.

Nom:
Adresse:
Code postale et commune:
Téléphone:
Age:
Université / école / entreprise:
O Je participe à la campagne de vente de mandarines et de speculoos pour Cuba. Je peux vendre:
O Dans mon école
O Sur mon lieu de travail
O Dans mon université/faculté
O Dans mon organisation
Je commande:
O kg de mandarines
O speculoos
O Je m'abonne au «téléx» de la LAI, qui m'informerait sur les campagnes et activités (200 frs par an).

Avec le PTB Action et formation contre le racisme et le fascisme ! Action et formation contre le capitalisme ! Action et formation pour le socialisme et le communisme !

Le PTB a rassemblé ses principales activités dans une farde d'information que vous pouvez obtenir gratuitement. Cette farde vous propose un aperçu complet et vous donne la possibilité de vous inscrire à l'une ou l'autre rencontre de formation ou soirée d'information. Le PTB propose des projets qui nécessitent l'aide de nombreux collaborateurs pour assumer les différentes tâches d'organisation. Ces projets seront réalisés si vous vous y associez activement, vous aussi.

La farde présente notre action parmi les travailleurs, dans les grandes entreprises et là où se concentrent les employés; notre activité parmi les jeunes (Rebelle) et les étudiants (MML); le travail de nos maisons médicales de Médecine pour le peuple. Elle s'intéresse aussi largement à notre travail dans le domaine de l'anti-impérialisme, avec la présentation des voyages dans le tiers monde, ainsi qu'aux activités de Médecine pour le tiers monde et de la Ligue anti-impérialiste.

Vous y trouverez encore un aperçu de nos publications. Cette farde compte une quarantaine de pages, insérées dans une jolie couverture blanche en carton glacé. Elle est disponible gratuitement mais, bien entendu, sa réalisation n'est pas gratuite. C'est pourquoi toute participation, même modeste, aux frais de réalisation (impression, frais d'envoi) est bienvenue. D'avance, nous vous en remercions.

Action et formation contre le fascisme et le racisme

> Dans chaque province, le PTB organise, pendant les mois de décembre et de janvier, des soirées d'information et de formation sur le racisme et le fascisme. Si vous souhaitez y être invité, complétez le coupon-réponse en cochant la case appropriée.

> Le colis-dossier spécial (6 numéros) de Solidaire, l'hebdomadaire du PTB, contient des articles contextuels avec des documents historiques sur le racisme et le fascisme dans les années 30 et 40 et analyse le caractère fasciste et l'origine du Vlaams Blok. Dans ces numéros, vous trouverez des informations qui, le plus souvent, ne sont pas abordées dans les médias ni dans les cours d'histoire. Ce colis constitue une contribution bien documentée du PTB au débat sur la lutte contre le racisme et le fascisme.

> «Non à l'Europe allemande, impérialiste et militariste»
Le PTB a analysé comment l'effondrement du bloc de l'Est et la réunification de l'Allemagne ont donné une impulsion énorme au

renouveau du fascisme à l'échelon européen et principalement dans la nouvelle grande puissance allemande. Cette analyse a été publiée sous forme de brochure sous le titre «Non à l'Europe allemande, impérialiste et militariste» (70 pages, format A4).

Action et formation contre le capitalisme

> «Y en a marre des tunnels. Si, il y a une alternative»
Le PTB analyse les mesures budgétaires de 1992 et 1993 et récapitule dix ans de sacrifices pour les travailleurs. Nous apprenons comment le capital et les riches ont profité du déficit des finances de l'Etat. Le tribut toujours plus lourd imposé aux travailleurs et l'intensification de l'exploitation sont les causes de la renaissance du fascisme et du racisme. Le PTB a élaboré un programme visant à faire payer aux riches et aux capitalistes le déficit budgétaire. Une analyse bien documentée qui lie indissociablement la lutte contre les mesures budgétaires à la lutte contre le racisme et le fascisme. Un document indispensable pour évaluer avec précision la responsabilité des partis traditionnels dans l'essor du Vlaams Blok et du Frontnational et pour combattre efficacement le capitalisme.
Cette brochure (108 pages, format A4) peut être commandée au prix de 200 frs (+50 frs de frais de port).

Action et formation pour le socialisme et le communisme

> L'URSS et la contre-révolution de velours
Le PTB a analysé la chute des régimes socialistes en Europe de l'Est comme la conséquence de leur dénaturation interne et du travail de sape de l'Occident. Une analyse révolutionnaire fidèle au marxisme-léninisme, que l'on retrouve dans le livre «L'URSS et la contre-révolution de velours».

> Université marxiste d'hiver et d'été
Le PTB organise pendant les vacances de fin d'année et pendant les mois d'été, chaque fois pendant une période de deux semaines, une université marxiste. A travers l'étude personnelle et la discussion, encadrée par des moniteurs spécialisés, les participants acquièrent en un temps relativement bref, une connaissance plus profonde du marxisme. L'objectif essentiel de cette université est de transmettre la méthode marxiste de pensée et d'analyse. (Dates: du 19 au 24 décembre, du 26 au 31 décembre 1992; et du 11 au 23 juillet, du 25 juillet au 8 août 1993).

> Université marxiste de Noël pour les jeunes
Pour les jeunes, le PTB organise une formation sur l'histoire de la révolution chinoise et de la révolution russe. (Dates: du 26 au 30 décembre 1992).

Coupon-réponse

Nom et prénom:
Adresse:
Code postal: Commune:
Téléphone: Profession:

O Faites-moi parvenir la farde d'information du PTB.
O Je souhaite rencontrer un responsable pour une discussion personnelle au sujet des activités et du programme du PTB.

Je commande:
O le colis-dossier spécial de Solidaire (100 frs)
O «Non à l'Europe allemande, impérialiste et militariste» (150 frs + 50 frs de frais de port)
O «Y en a marre des tunnels. Si, il y a une alternative» (200 frs + 50 frs de frais de port)
O «L'URSS et la contre-révolution de velours» (750 frs + 50 frs de frais de port)
O Un abonnement à l'essai gratuit à Solidaire (5 numéros gratuits et sans engagement, chaque semaine dans votre boîte aux lettres)

Je souhaite plus d'information sur:
O Invitez-moi à une soirée d'information ou de formation dans ma région:
O Université marxiste pour jeunes pendant les vacances de Noël.
O Université marxiste d'hiver et d'été.

A renvoyer au secrétariat national du PTB, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Mieux encore: remettre ce bon à un de nos membres ou à un de nos secrétariats. Commandes: joindre un chèque ou verser l'argent au compte 000-1331025-88 de PTB-Editions, 1000 Bruxelles 1.

Médecine pour le Peuple à Zelzate

Occupation contre la saisie par huissier

A partir du 30 novembre, les patients et les sympathisants s'organisent pour occuper la maison de Karl Segers, médecin du PTB à Zelzate. Ils veulent notamment empêcher une nouvelle action de saisie par le huissier ordonnée par le Conseil National de l'Ordre des Médecins. Ce dernier se réfère à un jugement prononcé par le juge de paix datant du 21.12.1989! Le 17 novembre dernier, le huissier de justice Vergauwen a remis la signification officielle suivie deux jours plus tard par un ultimatum qui expire le 29 novembre. Cette action judiciaire est le résultat du refus catégorique de Médecine pour le Peuple de payer la cotisation à l'Ordre des Médecins.

A l'occasion d'une action de saisie semblable chez nos camarades de la Maison Médicale de Hoboken, le juge des saisies à Anvers avait écrit que cette action du huissier de justice «avait moins pour but de récupérer le montant de la condamnation, que de mettre en garde la partie défenderesse» (1). Apparemment, l'ordre, ou la «horde», se prépare à lancer une nouvelle offensive dans le cadre du virement à droite qui se manifeste dans la société et des mesures de restriction sévères qui s'annoncent dans le secteur des soins de santé.

Ordre et gouvernement: double menace pour les soins de santé

Les Etats Généraux des chambres syndicales Beckers - De Toeuf (anciennement Wynen) a lancé sa campagne en faveur de la libéralisation des honoraires, élevés, et contre la médecine gratuite. Le but est de faire pression sur le ministre Moureaux pour qu'il réserve ses attaques aux assurés sociaux, aux personnes âgées et aux soignants, sans toucher au pouvoir et aux revenus des médecins les plus riches. Il ne faut pas oublier à cet égard que la démission tactique du ministre des Affaires sociales au début de novembre servait à faire passer son plan. Le plan Moureaux doit fournir le cadre des mesures qui devront conduire à un «assainissement» de 50 milliards avant 1996. Et encore ne s'agit-il là que d'une première bourrasque annonçant la tempête sociale qui risque d'arracher les acquis sociaux des travailleurs au printemps prochain.

Lundi dernier, le docteur Frans Van Acoleyen de la maison médicale de Zelzate était déjà cité à comparaître devant le conseil de recours de l'Ordre pour se justifier d'un tract d'étudiants qui date du... 2 mars 1988 (!) et qui annonce une conférence sur la médecine gratuite pour le peuple. Rie De Ridder, médecin de la maison médicale progressiste «De Sleep» à Gand, fait, lui aussi, l'objet de poursuites de l'Ordre à cause d'un certain nombre d'articles de presse où il se prononce catégoriquement en fa-

veur d'un système de soins de santé gratuit et forfaitaire. Tous les médecins de la maison médicale de Zelzate sont à nouveau cités début décembre devant le juge de paix. L'Ordre veut notamment obtenir le paiement des cotisations des trois dernières années. Entre-temps, le docteur Beckers, dirigeant de la chambre syndicale Beckers-De Toeuf poursuit inlassablement son plaidoyer pour une médecine élitiste: «Optez alors pour un système où, tout à fait ouvertement, ceux qui fournissent la plus grande qualité, bénéficient aussi d'un revenu exceptionnel sans qu'on les observe d'un regard suspicieux» (2).

L'ordre des riches doit disparaître

«Il y a à peine une différence entre la composition de l'Ordre et celle des chambres syndicales», déclarait le docteur Wynen dans une interview-fleuve (3). En modifiant l'année dernière deux articles de son code afin de faciliter la fraude fiscale des riches spécialistes, l'Ordre a une fois de plus montré combien son rôle d'ange gardien de la médecine du fric lui tient à cœur. Cette modification permet aux médecins de bénéficier du régime favorable de l'impôt sur les sociétés grâce à la constitution de sociétés d'une personne. En même temps, ces médecins disposent de la possibilité d'introduire dans la société leur clientèle de la pratique médicale comme coût d'investissement fiscalement déductible. Aussi, ces sociétés d'une personne ont-elles surgi par milliers. De cette manière, la fraude fiscale existante est légalisée. Un rapport du bureau du plan de 1990 a révélé que le revenu de plus de la moitié des spécialistes se situait en dessous du montant imposable (chiffres de 1987). Les médecins socialement engagés, quant à eux, qui travaillent à un salaire modeste d'employé et qui considèrent que les soins de santé doivent demeurer un service public gratuit et non un commerce privé, sont menacés de saisies par huissier et de peines disciplinaires. «L'Ordre est un accident histori-



Une action de protestation de Médecine pour le peuple contre la grève des médecins organisée récemment pour obtenir la libération des honoraires au profit des médecins riches. Quand les saisies par huissier seront-elles utilisées contre des médecins riches?

que, issu des idées du «Nouvel Ordre» des années trente et de la soif effrénée de pouvoir de l'ABVG (le prédécesseur de la chambre syndicale, ndr)», conclut un historien (4). Preuve s'il en faut que l'Ordre doit être supprimé comme l'un des obstacles à un système de soins de santé d'inspiration sociale.

Appel à la solidarité!

«Non à la saisie», «Suppression de l'Ordre», «Médecine gratuite, pas de démantèlement de la sécurité sociale», voilà les mots d'ordre pour lesquels nous demandons votre solidarité pendant cette occupation. Nous faisons un appel pressant aux patients, aux syndicalistes dans les usines, aux étudiants en médecine, au personnel soignant, qu'ils soutiennent l'occupation. Vous pouvez le faire en participant pendant un temps à l'occupation ou en envoyant des motions de soutien. A envoyer à: Médecine pour le peuple, Groenplein 19, 9060 Zelzate. Adresse de l'occupation: Karl Segers, Koningin Astridlaan 51, Zelzate. Si vous souhaitez participer à l'occupation, il est préférable de téléphoner au préalable au numéro 091/44.92.44 (maison médicale).

F.V.A.

(1) Jugement du 2. décembre 1985. (2) Humo, 6 novembre 1992. (3) Où allez-vous, Dr Wynen?, éd. Didier Hatier, p. 177. (4) Karel Velle, Histoire sociale du médecin en Belgique, Kritak, p. 160 (en néerl.).

Portrait d'un dissident de l'Ordre

Karl Segers travaille pour Médecine pour le peuple depuis 1984. Deux ans plus tard, il a effectué son service civil à la section de médecine sociale de l'Université de Gand. Il a collaboré aux recherches sur la viscosité (cfr les intoxications graves chez Fabela). Fort de cette expérience, il a continué à porter un intérêt particulier à l'environnement et aux mauvaises conditions de travail, tout en s'orientant vers une perspective anticapitaliste. Il est l'animateur de plusieurs excursions écologiques dans la zone du canal, à Gand. Pendant ces visites dans la zone industrielle, il ne manque pas d'établir le lien entre l'«environnement» dans les entreprises et à l'extérieur. Il est membre du groupe de travail «Santé et environnement» et du conseil écologique de Zelzate. Les deux dernières années, Karl Segers a lancé le projet médicaments de Médecine pour le peuple. Dans ce cadre, il a terminé récemment une étude sur les traitements d'intoxiqués au somnifère Halcion. Il a également travaillé sur les méthodes publicitaires utilisées par l'industrie pharmaceutique. Il a réalisé une exposition sur le «pharmabusiness».

Dès le début, Karl Segers a travaillé à un salaire modeste d'employé. Il est propagandiste du journal Solidaire qu'il vend à la porte de Sidmar. A la maison médicale, il était le promoteur de la campagne antiraciste Objectif 479.917, pour laquelle il a notamment réussi à mobiliser plus de cent collaborateurs qui récoltaient des signatures dans leur propre entourage. C'est ce genre de médecins engagés que l'Ordre des Médecins poursuit...

